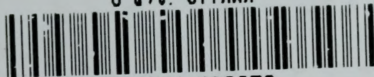
Pichon, Jules E.

LE COMPLOT DE SARAJEVO, 28 JUIN 1914



LE COMPLOT DE SARAJEVO

A LA MÊME LIBRAIRIE

—

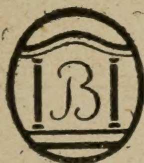
JULES CHOPIN

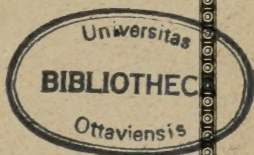
LE COMPLOT DE SARAJEVO

(*28 Juin 1914*)

ÉTUDE SUR LES ORIGINES DE LA GUERRE

(UNE CARTE)





ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1918

AVANT-PROPOS

Le 28 juin 1914... l'attentat de Sarajevo... comme c'est déjà loin de nous ! Quatre longues années de guerre semblent, dans les pays de l'Entente, avoir déjà fait oublier ce drame d'où le conflit devait sortir. Moins oublieuse, cependant, comme un malfaiteur que hante continuellement l'idée de son crime, l'Autriche-Hongrie, rappelle périodiquement cette affaire. Sans cesse elle grossit le dossier du procès ; jamais pourtant la lumière ne lui semble assez complète pour qu'on la croie. Et elle a raison.

Le *K. K. Korrespondenz-Bureau*, son officielle agence de presse, aura beau communiquer des notes aux journaux ; la propagande austro-

hongroise en pays neutre aura beau publier brochure sur brochure, aucun esprit sérieux ne saurait être convaincu de la culpabilité de la Serbie dans le drame du 28 juin 1914.

Cette propagande, il est vrai, est souvent malhabile. En voici une preuve. A la fin de 1917, M. Ferd. Wyss, éditeur à Berne, publiait un ouvrage anonyme : *Sérajévo. La Conspiration serbe contre la Monarchie austro-hongroise.* Le livre, encore que trop bien documenté sur un procès jugé à huis-clos, et que trop partial, aurait pu passer pour l'œuvre d'un neutre bien informé si, dans la conclusion, une phrase maladroite n'en venait révéler le véritable auteur : les autorités austro-hongroises. Parlant de la Bosnie-Herzégovine, cet auteur dit (p. 181) : « Tous les étrangers qui ont visité le pays et parmi eux beaucoup venaient d'États qui sont aujourd'hui NOS *ennemis* — ont été unanimes, etc. » C'est une signature indéniable.

Quelle que pût être d'ailleurs l'habileté du gouvernement austro-hongrois et de ses agents, elle n'aurait pu suffire à convaincre l'humanité que la lumière est faite sur cette ténébreuse affaire de Sarajevo. En Autriche-Hongrie même nombre d'esprits sérieux restent scep-

tiques. Le 20 février dernier encore, M. Laginja, député d'Istrie, disait en plein Reichsrat : « Le seul but de cette guerre était-il de punir la Serbie coupable ou peut-être innocente de l'assassinat de Sarajevo ? Je m'exprime ainsi avec intention, car la dernière page de l'histoire de cet horrible crime n'a pas encore été écrite. Il n'est pas impossible même de supposer que la main du jeune meurtrier de Sarajevo était dirigée par des forces invisibles autres que celles qui régnaient à Belgrade. »

Nous avons donc cru bon de suivre les conseils d'amis qui nous demandaient de reprendre, de condenser et de compléter l'étude que nous avons faite naguère sur ce drame obscur. Nous avons établi notre documentation soit sur des pièces officielles, soit sur des articles de journaux austro-hongrois, émanant surtout du *K. K. Korrespondenz Bureau*, soit enfin sur les témoignages que nous avons pu recueillir en Autriche-Hongrie où nous étions encore — après un très long séjour — à la veille même de la guerre.

Nous n'avons certes pas la prétention de faire la pleine lumière sur cette affaire qui a fait couler tant de sang. Nous espérons cepen-

dant que les faits et documents que nous présentons et les rapprochements qu'ils nous suggèrent aideront à jeter quelques rayons sur ce drame ténébreux.

Paris, le 15 mai 1918.

J. C.

La plupart des documents dont nous nous sommes servi n'ayant pas adopté la transcription des noms slaves, nous avons jugé bon, pour la facilité du lecteur, de faire de même, sauf pour les noms dont la transcription phonétique est déjà d'usage courant.



PREMIÈRE PARTIE

LA THÈSE AUTRICHIENNE

CHAPITRE PREMIER

LA NARODNA ODBRANA

La genèse du drame de Sarajevo qui, le 28 juin, coûta la vie à l'archiduc héritier d'Autriche, François-Ferdinand, et à son épouse morganatique, la duchesse de Hohenberg, resterait fort obscure sans les pièces diplomatiques que le gouvernement austro-hongrois a présentées dans son *Livre Rouge.* Un examen attentif de ces documents est, en effet, des plus instructifs, si l'on tient compte surtout des procédés chers aux Cabinets de Vienne et

de Budapest. Lorsque cette affaire éclata, le souvenir des fameux procès de Zagreb (Agram et de Vienne n'était pas éteint encore.

On sait que, dans la capitale de la Croatie, cinquante-trois citoyens serbo-croates avaient été poursuivis pour crime de haute trahison. Un « mouchard », nommé Nastitch, principal témoin, prétendait que les inculpés étaient à la solde d'une association, le *Slovenski Jug* (Sud Slave), qui, subventionnée par le gouvernement serbe, travaillait à détacher les régions yougoslaves de l'Autriche-Hongrie pour les rattacher à la Serbie. Le procès, scandaleusement conduit, avait alors attiré l'attention de l'Europe sur la belle justice austro-hongroise. La calomnie, cependant, aurait produit son effet si, quelques mois après, une seconde affaire n'avait éclaté, greffée en quelque sorte sur la première. Dans la *Neue Freie Presse*, du 25 mars 1909, le Prof. Dr Friedjung, de l'Université de Vienne, accusait les principaux chefs politiques serbo-croates de pratiquer, grâce aux subsides de la Serbie, la politique subversive du *Slovenski Jug*. Les hommes politiques incriminés poursuivirent leur accusateur devant la Cour d'assises de Vienne. Friedjung fit alors état de documents

qu'il disait tenir d'une souree confidentielle, mais très haut placée. Il fut démontré, au cours des débats, que ces documents, émanant du ministère des Affaires étrangères, étaient de vulgaires faux. Ils avaient été fabriqués à la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade, sur les ordres du comte Forgach, ministre plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie.

C'est ce même Forgach que nous retrouvons, en 1914, au Ballplatz où il est devenu chef de section, c'est-à-dire sous-secrétaire d'État. C'est ce même Forgach qui, de la même plume qu'il composa les fameux documents destinés à Friedjung, rédigea l'ultimatum à la Serbie et le « dossier élucidant les menées serbes et le meurtre du 28 juin ». Il a pourtant eu soin, cette fois, de laisser de côté le *Slovenski Jug*, trop usé. Il l'a remplacé par une autre association, la *Narodna Odbrana* (Défense Nationale), qu'il tient à nous présenter dans tous les détails comme l'instigatrice du complot du 28 juin 1914. Nous exposerons donc, dans son mauvais français, la thèse du Ballplatz telle qu'elle ressort du *Livre Rouge* (N° 7, n° 19 et Annexes). Nous discuterons ensuite ce récit officiel, éclairant les faits, s'il y a lieu, de déclarations officielles ultérieures.

Le N° 7 est un bref résumé, tout comme le mémoire n° 19. Ces deux pièces cherchent à établir le raisonnement suivant : Princip, Grabez et Cabrinovic ont été corrompus par le *Narodna Odbrana*. Ce sont, d'autre part, le major Voja Tankosic et un certain Ciganovic, tous deux membres de cette association, qui leur ont fourni les armes et les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur crime contre l'archiduc. Or, la *Narodna Odbrana* comptait dans son sein de « hautes personnalités serbes » et était « favorisée par le gouvernement serbe ». L'attentat du 28 juin 1914 est donc dû à l'instigation du gouvernement serbe, et la Serbie en est responsable.

Ce raisonnement s'appuie sur divers documents. Ces pièces peuvent se classer en trois groupes : les antécédents du drame ; le drame ; ses suites. Les seules qui touchent directement à l'affaire sont celles qui appartiennent au second groupe. Nous les analyserons et les discuterons séparément. Voici d'abord, Annexe I, des « extraits de la presse serbe ». Ce sont, pour ainsi dire, des témoignages de moralité. Ils n'ont aucun rapport direct avec le crime. L'Annexe II nous présente un « extrait

de l'organe corporatif de la *Narodna Odbrana* publié par le Comité central de l'Association du même nom ». Ce résumé — car ce n'est pas autre chose — prétend montrer, ou plutôt démontrer, que la *Narodna Odbrana* avait pour but d'agir, par tous les moyens, contre l'Autriche-Hongrie. L'Annexe III, extrait d'un « rapport sur l'*Activité de l'Association des Sokols (Dusan Silni) à Kragujevac dans les années* 1912 *et* 1913 », tend à faire croire que cette société de gymnastique nourrissait également des idées subversives contre la monarchie danubienne et qu'elle les répandait parmi les Slaves du sud par l'intermédiaire « des associations similaires » de l'Empire. L'Annexe IV, se basant sur le fait que les *Srpski Novine*, journal officiel, du 28 juin 1914 (nouveau style) ont donné comme supplément un appel de la *Narodna Odbrana* conviant aux fêtes du « Vidov dan », laisse entendre que la *Narodna Odbrana* est une association officielle. L'Annexe V est la déposition d'un certain Trifko Krstanovic au sujet de la *Narodna Odbrana.* Cet individu avait été arrêté dans la nuit du 6 au 7 juillet 1914 — on ne dit pas où — sous l'inculpation d'avoir participé au

drame de Sarajevo. « Lors de son interrogatoire » devant le tribunal du district de Sarajevo, on reconnut que les soupçons contre lui n'étaient pas fondés, mais on le retint comme témoin à cause de ce qu'il prétendait savoir sur la *Narodna Odbrana*, qu'il aurait connue lors d'un séjour en Serbie, en automne 1908. A cette date, en effet, se trouvant à Belgrade sans ressources, il avait voulu s'adresser au Consulat austro-hongrois pour se faire rapatrier. Il fut alors arrêté par un gendarme serbe qui le conduisit dans une « karaula » [1]. « Là, dit la déposition, je subis un interrogatoire et, comme je *leur* (le texte ne précise pas à qui) disais que je désirais rentrer dans mon pays, un sous-officier se mit à m'injurier, me reprochant de vouloir quitter la Serbie où l'on avait besoin de plus d'hommes puisque la guerre pouvait éclater avec l'Autriche. » Krstanovic accepta de rester comme « comitadji ». Il fut présenté à « Voja Tankosic, chef du Comité et capitaine dans l'armée régulière » et inscrit par Milan Pribicevic. Le Comité ayant été dissous six

---

[1] *Karaula* (mot serbe venu du turc), poste-frontière ou petit fort.

semaines après — donc en 1908, toujours, — notre homme fut envoyé à Cuprija. « Ici, ajoute-t-il, nous fûmes instruits par les officiers Voja Tankosic, Dusan Putnik, Zivko Gvozdic et Mitar Djinovic ; *ce dernier fut impliqué dans l'affaire monténégrine des bombes et fusillé en Monténégro.* » On les instruisait en vue d'une guerre prochaine. « L'instruction dura approximativement trois mois, c'est-à-dire jusqu'en mars 1909 ». A ce moment le Comité fut définitivement dissous parce que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine avait été reconuue par les grandes puissances.

Krstanovic aurait alors été envoyé à Milanovic, président de la *Narodna Odbrana* à Sabac. Celui-ci le prit à son service comme courrier. « Dès le lendemain, dépose le témoin autrichien, Bozo Milanovic me donna une lettre fermée que je devais porter à Cedo Lukic, sous-officier des douanes à Raca en Serbie. Sur le chemin de Raca, dans le village de Bogatic, je fus arrêté par le capitaine du district, qui me prit la lettre, l'ouvrit et la lut. Il y était dit que Lukic devait acheter sans retard trois bateaux afin qu'ils fussent prêts en cas de besoin. A la lettre était jointe une somme

de 100 dinars. » Le capitaine renvoya le messager à Sabac. Depuis cette époque jusqu'en octobre 1910, Krstanovic fit ainsi le transport de la correspondance de Milanovic avec les chefs des douanes. La réponse des douaniers était écrite en caractères spéciaux. « J'observais cela, dit le témoin, quand Bozo Milanovic les ouvrait. *Un jour* j'apportais à Bozo Milanovic une de ces lettres chiffrées, de Zvornik, me semble-t-il ; il m'envoya la porter à Mika Atanasijevic, professeur à Sabac, pour qu'il la déchiffrât. Celui-ci s'en acquitta, *comme il le faisait d'habitude* ; mais peut-être oublia-t-il de fermer la lettre, si bien que je pus la lire. On y disait avoir appris de source sûre que l'on devait frapper des pièces de monnaie à l'effigie de l'héritier du trône et que c'était là une preuve que l'empereur François-Joseph allait abdiquer. »

Krstanovic reçut un jour l'ordre de tuer un Serbe de Bosnie parce que « le Comité central de la *Narodna Odbrana* avait appris que Ljubo Sanaricic (c'est son nom) était dangereux pour l'État serbe, et il avait décidé que cet homme devait être tué. » Un gendarme serbe empêcha Krstanovic d'accomplir ce forfait.

« En octobre 1910, dit enfin Krstanovic, je demandai à Bozo Milanovic d'augmenter mon salaire ; comme il s'y refusait, je lui déclarai que je quitterais son service. De Sabac je me rendis à Belgrade, où je me rencontrai avec le général Jankovic, qui me fit arrêter parce que j'avais refusé obéissance. Pendant environ deux mois *ils* (le texte ne précise pas de qui il s'agit) me firent passer par diverses prisons et toujours parce que j'avais refusé obéissance et qu'*ils redoutaient que je ne trahisse leurs secrets. En définitive, les autorités décidèrent de m'expédier en Bosnie... Les gendarmes m'accompagnèrent jusqu'à Zvornik où ils me remirent entre les mains des gendarmes bosniaques.* C'est ainsi qu'en décembre 1910 j'arrivai en Bosnie. »

L'Annexe VI apporte un second témoignage au sujet des agissements de la *Narodna Odbrana.* Le témoin est, cette fois, un individu nommé Jovo Jaglicic, arrêté comme espion par les autorités de Bosnie, en 1913. Cet individu prétend avoir appris par un certain Klaric, et d'une façon toute romanesque, que la *Narodna Odbrana* exerçait certains comitadjis au lancement des bombes, et qu'elle organisait la désertion des soldats austro-hongrois.

En outre « Jaglicic apprit par un espion que des bombes allaient arriver à Sarajevo ou y étaient déjà arrivées, qu'elles avaient l'apparence de morceaux de savon et que cet espion devait en recevoir deux ou trois ou aller les chercher lui-même. »

L'Annexe VII s'en prend encore à la *Narodna Odbrana*.

Des extraits de « rapports confidentiels » nous renseignent sur « la direction de cette société, dont l'âme est, paraît-il, Pribicevic, actuellement major ». Ils nous disent que « la tâche de la *Narodna Odbrana* consiste à développer dans les parties sud-slaves de l'Autriche-Hongrie une propagande active dans les milieux militaires et civils, pour préparer ainsi une révolution, *entraver des mobilisations éventuelles*, provoquer des paniques et des révoltes, etc. » Enfin ils nous apprennent qui l'on recrute dans ce but.

On voit que ces sept pièces ne se rapportent en rien au drame de Sarajevo. Elles ne prouvent pas que la *Narodna Odbrana*, à qui elles en veulent particulièrement, ait en quoi que ce soit participé à l'organisation du crime. Elles constituent cependant un exemple caractéristique des procédés du Ballplatz et, examinées

de près, montrent le peu de créance que l'on peut accorder aux documents sortis de cette officine dont on connaît les antécédents. Nous ne reviendrons pas sur le fameux procès de Zagreb, encore que ses attaques contre le *Slovenski Jug* soient une préface manquée à l'œuvre de 1914 et qu'elles ne contribuent pas peu à infirmer les prétendus témoignages que le *Livre rouge* nous présente contre la *Narodna Odbrana.* Qu'il nous suffise donc de regarder de près les actes qu'on nous soumet.

A quoi visent les extraits de la Presse serbe de l'Annexe I ? A nous montrer que, du 18 août 1910, date du premier extrait, au 12 mai 1914, date du dernier, régnait en Serbie un état d'esprit hostile à la monarchie dualiste. Mais cet état d'esprit des journaux serbes ne répond-il pas aux provocations plus anciennes du journalisme austro-hongrois ? Depuis 1903 toutes les feuilles notoires de Vienne ou de Budapest n'ont jamais manqué une seule occasion d'attaquer la famille régnante de Serbie ou de menacer le petit royaume slave. En 1905 notamment, dans une « étude politico-militaire » sur la Macédoine, la *Danzer's Armeezeitung*, où s'exprimait le parti militariste

dont l'archiduc-héritier était le chef, résumait fort clairement l'opinion courante dans tous les milieux allemands et magyars. « Seul, affirmait alors cette revue, le prestige militaire peut nous donner la position politique et commerciale que notre industrie réclame et qui paiera les sacrifices qu'une opération armée nous aura coûtés... La lutte devra donc être conduite avec une supériorité qui exclue le moindre échec, et il nous faut pour cela non pas 60.000, mais 400.000 hommes... Nous ne pouvons pas faire passer les troupes par l'étroit goulot du Sandjak. Il ne reste donc, des lignes d'opération envisagées, que la dernière, à travers la Serbie, par la vallée de la Morava. L'entreprise de ce côté exigerait d'abord une explication avec la Serbie. *Si la Serbie ne se rangeait pas loyalement et sans hésitation à nos côtés, il faudrait alors diriger contre elle l'épée déjà tirée.* » La diplomatie du Ballplatz n'a rien trouvé d'équivalent dans les journaux serbes plus ou moins connus et répandus qu'elle cite. « Encore, fait justement remarquer M. Pierre Bertrand (1), ne saurait-on affirmer

(1) PIERRE BERTRAND, *L'Autriche a voulu la Grande Guerre* (Éditions Bossard, Paris, 1916), p. 26.

que beaucoup de ces citations ne soient en réalité des résumés tendancieux ; ni que, lors même qu'elles sont exactes, on n'en change pas le sens en les isolant ; ni que l'Autriche-Hongrie n'ait pas eu des agents plus ou moins conscients dans la presse serbe. »

C'est par le même système de résumés tendancieux et de citations tronquées que le *Livre rouge* nous fait connaître « l'organe corporatif de la *Narodna Odbrana* ». Il est bon toutefois de « remarquer que cette brochure ne donne pas une reproduction parfaite, intégrale, de l'activité générale de la *Narodna Odbrana*, vu que pour diverses raisons elle n'en a ni le droit ni la possibilité (1) », et que, d'autre part, l'analysant chapitre par chapitre, le *Livre rouge* ne nous dit pas pourquoi il omet de parler du chapitre VI. Que reste-t-il alors de cette reproduction imparfaite d'une reproduction imparfaite ? Que reste-t-il aussi des fragments de l'allocution du président des Sokols, cités dans l'Annexe III ? Rien, sinon que la diplomatie de l'Empire veut nous faire croire qu'un danger constant menaçait la monarchie. A y bien

(1) *Livre rouge*, N° 19, Annexe 2.

regarder pourtant, les passages qu'elle a daigné nous faire connaître, et dont on retrouve le sens dans le supplément aux *Srpski Novine* présenté par l'Annexe IV, n'ont rien de compromettant pour la Serbie. Ce sont des revendications nationales comme beaucoup en formulaient chez nous à propos de l'Alsace-Lorraine. Les Serbes rêvent de voir unis tous ceux qui parlent leur langue et honorent leurs saints et leurs héros. Y a-t-il là quelque chose de plus répréhensible que dans la fameuse poésie allemande : « Là où résonne la langue allemande, là est la Patrie. » Les Serbes eussent, d'autre part, été bien naïfs de publier ainsi au grand jour des choses compromettantes.

La déposition de Trifko Krstanovic (Annexe V) présenterait plus d'intérêt, car elle apporte des précisions sur les tendances anti-autrichiennes de la *Narodna Odbrana*. Il en est de même de celle de Jovo Jaglicic (Annexe VI). Mais une question se pose dès l'abord. Que sont ces deux témoins, méritent-ils créance ? Nous savons du premier qu'il est ouvrier boulanger, du second qu'il a été arrêté pour espionnage. C'est peu pour nous faire croire à leur honnêteté, trop peu pour nous faire accepter

leur témoignage. Qui nous prouve, en outre, que ce témoignage, dont on ne nous donne qu'un résumé, est fidèlement rapporté ? Le gouvernement autrichien nous a tant habitués à ses faux, que nous pouvons bien éprouver quelque doute. Admettons pourtant l'authenticité de ces pièces et voyons si elles valent la peine d'être retenues.

Krstanovic, nous dit-on tout d'abord, a été arrêté dans la nuit du 6 au 7 juillet 1914. Mais en 1910 les autorités serbes l'avaient remis entre les mains des gendarmes bosniaques. Pourquoi ne nous dit-on pas sous quel prétexte, ni ce que ces gendarmes bosniaques, c'est-à-dire autrichiens, firent de lui ? Ce silence déjà suffit à jeter sur le personnage une suspicion qui n'a rien de téméraire. Mais il y a autre chose. L'individu en question a été arrêté en 1914. L'instruction a dû relever contre lui des griefs sérieux puisqu'il a été « livré au tribunal » ; nous trouverions donc bizarre qu'on l'eût retenu comme témoin dans l'affaire de Sarajevo si nous ne connaissions la façon dont les tribunaux austro-hongrois forgent de faux témoins. M. Masaryk, député tchèque au Reichsrat, a fait, dans son interpellation des

14 et 15 mai 1909 à propos du procès de Zagreb, un inoubliable tableau de cette justice malhonnête. « Les procès-verbaux, disait-il, ont été falsifiés ; presque tous les témoins ont jusqu'ici constaté qu'ils n'avaient pas déposé ainsi. Quelques-uns des témoins sont des gens simples, ne sachant ni lire ni écrire, dans la bouche desquels on met les considérations politiques les plus étendues. Chacun de ces témoins n'y comprend absolument rien et doit, à chaque instant, répéter : « Non, je n'ai pas dit cela (1).

« Au tour des témoins, maintenant ! Il y en a un qui a été condamné pour meurtre ; il apparaît pourtant ici comme témoin ; un autre a attrapé 18 mois de prison, c'est un individu qu'il suffit de regarder pour voir à qui l'on a affaire (2). »

Dans une affaire plus récente, jugée à Banjaluka en novembre 1915, nous retrouvons les mêmes procédés. « Sur 46 témoins à charge, exactement la moitié était (*sic*) ouvertement au service du gouvernement : soit trois mouchards avérés, un ci-devant prévenu au même procès auquel le procureur acheta sa déposi-

(1) T. G. Masaryk, *Tak zvany velezradny proces v Zahrebe*, Prague, 1909, p. 10.
(2) T. G. Masaryk, *op. cit.*, p. 14.

tion en retirant l'accusation contre lui ; enfin dix-neuf fonctionnaires publics, gendarmes pour la plupart... » (1).

Ces faits suffiraient à nous édifier sur la valeur des témoignages relatés par le *Livre rouge* si justement ce même procès de Banjaluka ne nous permettait de faire la lumière complète sur le Trifko Krstanovic de l'Annexe V et le Jovo Jaglicic de l'Annexe VI. Comme ces gens sans aveu doivent coûter fort cher, on tient, en effet, à en tirer le plus avantageux parti possible. On les a donc utilisés aussi bien dans le procès de Sarajevo que dans l'affaire postérieure de Banjaluka, et c'est heureux, car cela nous permet d'y voir plus clair.

« Le témoin Trifko Krstanovic, ayant été fait prisonnier de guerre sur le front italien, n'a pu paraître (à Banjaluka). On lut sa déposition faite au procès contre les assassins de l'archiduc François-Ferdinand. Ce témoin affirme aussi avoir eu la malchance de devenir de force membre de la *Narodna Odbrana*,

---

(1) *Les Persécutions des Yougoslaves*, Paris, 1916, p. 75. Cet ouvrage puise ses renseignements sur le procès de Banjaluka dans le journal officiel *Sarajevski List* et dans le journal officieux *Hrvatski Dnevnik*.

s'étant trouvé en Serbie en 1908, pendant la crise annexionniste, on l'aurait forcé à s'engager comme comitadji... Le prévenu Vasilj Grgjic s'empressa de compléter cette déposition. « A sa rentrée de Serbie, déclara-t-il, le témoin offrit de me révéler, moyennant finances, « des choses d'une importance capitale ». Il fit les mêmes offres au journal *Srpska Rijec*, puis au journal austrophile *Hrvatski Dnevnik* pour retomber, à la fin, sur le chef du gouvernement de Bosnie, le baron Pittner. Partout il fut éconduit. Pourtant, peu de temps après, le même gouvernement qui avait écarté ce solliciteur besogneux, le cita comme un des témoins à charge principaux. »

Mentionnons encore la déposition du troisième mouchard, Jovo Jaglicic, engagé aussi, disait-il, contre sa volonté dans la *Narodna Odbrana*. Il releva de lourdes charges contre l'inculpé Valisj Grgjic. Or, il avait, par une dénonciation tout à fait conforme à sa déposition actuelle, provoqué en 1913 des poursuites contre le même inculpé qui, alors, fut acquitté, preuve évidente que le tribunal n'avait pas cru à ces racontars d'alors [1]. »

---

(1) *Les Persécutions des Yougoslaves, op. cit.*, p. 76.

Nous savons donc à quoi nous en tenir, et les incohérences de Krstanovic et de Jaglicic s'expliquent. Nous ne sommes pas surpris de noter que le premier prétend avoir été en rapport, en automne 1908, avec Mitar Djinovic qui, dit-il, « fut impliqué dans l'affaire monténégrine des bombes et fusillé en Monténégro », alors que cette affaire avait été jugée au printemps. Nous ne sommes pas étonné qu'ayant vu « un jour » Mika Atanasijevic, il ait pu connaître ce qu'il « faisait d'habitude », ni que, par crainte qu'il ne trahisse le secret des Serbes, ceux-ci aient cru prudent de le livrer à la police autrichienne. Le roman de Jaglicic, qui nous rapporte ce que d'autres lui auraient dit, ne nous surprend pas davantage. Il n'y a pas à faire fond sur ces dépositions monnayées de malhonnêtes gens.

Pourquoi tiendrions-nous compte également des « rapports confidentiels » de l'Annexe VII ? Nous ne savons même pas de qui ils émanent. Il faut, pour qu'on nous cache si soigneusement le nom du confident, qu'il soit moins recommandable encore que ceux que l'on veut bien nous nommer. Le *Livre rouge*, d'ailleurs, nous épargne le soin de discuter en nous fournissant un argument péremptoire. Le N° 19,

qui émane de la plume même du comte Berchtold, nous affirme que les « informations confidentielles » sont « difficilement contrôlables ». Nous le croyons sur parole et condamnons donc avec lui les Annexes VII, VIII (Appendice), X et XII-2, qui ont la même origine. Et nous demandons alors : que reste-t-il des accusations ainsi portées contre la *Narodna Odbrana* ? Qu'est-ce qui nous prouve que cette association ait agi contre l'Autriche-Hongrie et armé la main des criminels de Sarajevo, puisque tous les témoignages invoqués contre elle sont sans valeur ?



CHAPITRE II

LE CRIME ET SES AUTEURS

Il reste pourtant ce qui constitue le nœud de la question : le résultat de l'enquête faite par le tribunal de Sarajevo. L'Annexe VIII nous l'expose en 4 parties et un appendice : I. Le crime et ses auteurs. — II. Origine du complot. — III. Provenance des bombes. — IV. Transport des trois auteurs de l'attentat et des armes de Serbie en Bosnie. Nous avons montré que l'Appendice, émanant d'un confident anonyme, ne mérite pas créance. Nous nous contenterons donc d'analyser et d'étudier chacun des 4 chapitres de ce document. Remarquons auparavant qu'on ne nous donne

aucune date relative au commencement de l'enquête ni à sa fin ; qu'on ne nous communique pas les actes authentiques du tribunal, contresignés par les prévenus ou les témoins, mais un résumé plus ou moins étendu. Après cette constatation, qui enlève à l'exposé du Ballplatz une partie de sa valeur, examinons le dossier.

« Gavrilo Princip, Nedejlko Cabrinovic, Trifko Grabez. Vaso Cubrilovic et Cetres Popovic *avouent* avoir formé, de concert avec Mehemed Mehemedbasic, aujourd'hui en fuite, un complot tendant à l'assassinat de M. l'archiduc François-Ferdinand. Ils reconnaissent *s'être munis* de bombes, quelques-uns aussi de revolvers browning...

« Nedejlko Cabrinovic avoue avoir, en qualité de premier conjuré, lancé contre la voiture de M. l'Archiduc *une* bombe qui manqua son but et qui, en éclatant, ne blessa que les personnes occupant la voiture qui suivait l'automobile de l'Archiduc.

« Gavrilo Princip avoue avoir tiré contre l'automobile de l'Archiduc deux coups de revolver browning qui blessèrent mortellement M. l'archiduc François-Ferdinand et Mme la duchesse Sophie de Hohenberg. »

Voilà l'essentiel. Ce texte nous apprend donc quel a été le rôle de Cabrinovic et de Princip dans le crime du 28 juin 1914. Par contre il ne nous dit pas en quoi leurs co-accusés participèrent à l'attentat, et les autres pièces du dossier (II, III et IV) ne le diront pas davantage. Cette lacune est inexplicable, aussi ne cherchons-nous pas à l'expliquer. Il est, par contre, plus facile d'expliquer pourquoi on omet de nous dire quand les criminels ont fait leurs aveux. Dès le 29 juin, c'est-à-dire le lendemain même du forfait, le maire de Sarajevo faisait afficher l'appel suivant, qu'il adressait à ses concitoyens :

« *De l'aveu de l'auteur de l'attentat lui-même, il est hors de doute que* LES *bombes lancées sur l'Archiduc et sa femme proviennent de Belgrade.* »

« Cependant on soupçonne, non sans raison, que dans notre patrie, et à Sarajevo, se trouvent des éléments révolutionnaires.

« Nous réprouvons ce crime épouvantable avec la plus grande horreur.

« Ce sera le devoir sacré de la population d'effacer l'affront fait aujourd'hui à Sarajevo et de s'en laver. »

D'autre part, l'agence officielle de presse autrichienne lançait ce même jour une note intéressante à cet égard, et qui disait : « *K. K. Korrespondenz-Bureau*, 29 juin 1914. — Les deux criminels, internés à la prison de la garnison, ont toujours une conduite cynique. Ils se montrent insolents envers les fonctionnaires enquêteurs et ne font pas preuve du moindre repentir. Il semble, au contraire, qu'ils soient heureux de la réussite de leur acte impie. *A la plupart des questions, ils ne répondent pas* ; ils *NE NIENT PAS* néanmoins avoir reçu les bombes à Belgrade, de deux *comitadjis*, paraît-il. De même, ils reconnaissent avoir agi en plein accord. Ils avaient décidé que, si l'attentat ne réussissait pas à l'un, l'autre devait le renouveler. Princip donne l'impression d'un garçon très intelligent et *répond d'une façon précise à toute question.* »

Nous reviendrons tout à l'heure sur les termes et les contradictions de ce communiqué. Nous savons, par deux plumes officielles, que le 29 juin les inculpés avaient accusé Belgrade, et nous comprenons pourquoi le *Livre rouge* ne mentionne pas cette date. La diplomatie eût alors été en droit de demander au Ballplatz

pourquoi, dès qu'il était en possession de ces « aveux », il n'a pas prié la justice serbe d'ouvrir sur cette affaire une enquête en bonne et due forme.

Pourtant s'agit-il bien d'aveux, en réalité ? Le maire de Sarajevo le dit, mais il n'est informé qu'indirectement sans doute. En tous les cas, l'agence officielle, qui tient ses renseignements d'une source plus sûre, se contente d'affirmer que « les deux criminels *ne nient pas* ». Il y a une nuance, et cette nuance est tout un monde. Ne pas nier ne veut pas dire avouer. « Ils ne nient pas » veut dire qu'on leur a suggéré que les bombes venaient de Belgrade et que ni Cabrinovic ni Princip n'ont dit non. N'a-t-on pas cherché à jouer sur les mots ? N'a-t-on pas cherché ainsi à induire en erreur l'opinion publique en Autriche-Hongrie même et dans le monde entier pour faire croire à la culpabilité de la Serbie ? Il ne s'agit sûrement pas d'aveux spontanés puisqu'on pose des questions aux deux criminels et que l'on prend pour un assentiment ce qui n'est pas une négation, ce qui, peut-être n'est qu'un silence. En effet « à la plupart des questions, ils ne répondent pas », et qui ne dit rien consent,

chacun sait cela. Nous ne comprenons pas, par exemple, comment Princip, qui est pourtant un des deux criminels, muet « à la plupart des questions », peut répondre « d'une façon précise à toute question ».

Enfin, ne soyons pas trop curieux et ne demandons pas à la bureaucratie autrichienne d'être logique. Nous en verrons bien d'autres. Admettons que Cabrinovic et Princip aient avoué tout ce que l'on a voulu et voyons leur crime. Nedeljko Cabrinovic avoue « avoir lancé *une* bombe, » dit le *Livre rouge*. Qui dit la vérité : le comte Berchtold, auteur de ce livre ; le maire de Belgrade quand il dit *des* bombes, ou le chevalier von Storck (*Livre rouge*, N° 1), qui met aussi bombes au pluriel ? Le maire de Belgrade a l'avantage de s'être trouvé sur place et d'avoir eu des renseignements de première main. Or, il parle de plusieurs bombes. Le récit officiel du 29 juin, lui aussi, parle de bombes, au pluriel. Il précise même : un petit projectile a été lancé d'abord, puis une bombe. Or il a le mérite d'avoir été authentiqué non seulement par son origine, mais encore par un télégramme exprès émanant de la plus haute autorité — après l'Empereur — en Bosnie-

Herzégovine et, qui mieux est, de l'un des témoins oculaires du drame, du maréchal Potiorek [1], gouverneur civil et militaire du pays. Le *Neues Wiener Tagblatt* s'était, le 29 juin, adressé télégraphiquement au maréchal pour avoir une relation authentique de l'événement. Il reçut ce même jour, et par la même voie, la réponse suivante, qu'il publia le 30 :

« Sarajevo, 29 juin. — Par ordre supérieur de S. E. le gouverneur du pays, nous vous informons que le récit des événements d'hier transmis hier et *aujourd'hui* par le *K. K. Korrespondenz-Bureau* est *authentique* et que nous n'avons rien à y ajouter. — Bureau de Presse du gouvernement du pays. »

Encore une fois, qui dit la vérité ? La réponse à cette question est, nous semble-t-il, facile maintenant. Le maire de Sarajevo et le gouverneur, dont la négligence était d'autant plus coupable que le nombre des bombes était plus grand, n'avaient aucun intérêt à mentir dans ce sens — au contraire.

(1) Voir, page 97, note le témoignage du maréchal Potiorek, corroboré par celui du comte Harrach, lui aussi témoin oculaire.

Il ne reste donc d'avéré, dans cette première partie de l' « extrait » des actes du Tribunal de district bosniaco-herzégovinien de Sarajevo », que le récit du crime de Princip, récit qui n'a varié dans aucune relation.



CHAPITRE III

ORIGINE DU COMPLOT

Quelles que soient, du reste, les variations des autorités autrichiennes à son sujet, il est certain que l'attentat a eu lieu. Pour savoir qui l'a ourdi, étudions avec la diplomatie austro-hongroise l'*origine du complot.*

« Les inculpés, s'*accordant sur les points essentiels*, ont donné au juge d'instruction les indications suivantes :

« C'est au mois d'avril 1914 (1) que Princip,

(1) Notons, sans commentaires, qu'un communiqué du *K. K. Korrespondenz-Bureau*, en date du 29 juin 1914 et authentiqué par le maréchal Potiorek, affirme que

au cours d'un séjour à Belgrade, où il fréquentait, dans les cafés, de nombreux étudiants serbes, conçut le projet d'un attentat contre feu M. l'archiduc François-Ferdinand. *Il discuta ce plan avec Cabrinovic qu'il connaissait,* et qui se trouvait également à Belgrade ; celui-ci nourrissait dès cette époque la même pensée et se déclara aussitôt disposé à participer à l'attentat. »

Princip et Cabrinovic manquant d'argent, songèrent à demander les bombes et les armes nécessaires au major serbe Milan Pribicevic ou à la *Narodna Odbrana.* « Mais le major et le membre compétent de la dite association, Zivojin Dacic, » étaient absents. Les deux criminels « décidèrent de tenter d'obtenir les armes par un ancien comitatschi (*sic*) *qu'ils connaissaient* et qui, à cette époque, était employé au chemin de fer de l'État, Milan Ciganovic.

Princip entra donc en relations avec Ciganovic par l'intermédiaire d'un ami intime de ce dernier. Ciganovic vint trouver Princip, causa avec lui du projet d'attentat qu'il approuvait

---

Princip était revenu en Bosnie depuis trois mois lorsqu'il commit son attentat.

pleinement, et commença par lui déclarer qu'il demandait à réfléchir, s'il devait fournir les armes. Cabrinovic eut également un entretien avec Ciganovic au sujet des armes.

A Pâques, Princip mit dans la confidence Trifko Grabez, qui se trouvait aussi à Belgrade et qui, suivant son aveu, se déclara également prêt à coopérer à l'attentat.

Dans la suite, Princip eut à maintes reprises des entretiens avec Ciganovic sur la manière de perpétrer l'attentat.

Entre temps, Ciganovic s'était entendu au sujet du projet d'attentat avec le major serbe Voja Tankosic, avec lequel il était en étroite relation d'amitié et qui, dans ce but, mit *ensuite les revolvers browning à sa disposition.*

Grabez fait des aveux qui concordent avec les indications données par Princip et Cabrinovic, à savoir que le 24 mai, en compagnie de Ciganovic, il avait rendu visite à Tankosic à son domicile et sur le désir qu'en avait exprimé le major. Les présentations faites, Tankosic aurait dit à Grabez : « Es-tu l'homme qu'il faut, es-tu résolu ? » A quoi Grabez aurait répondu : « Je le suis. » Tankosic demanda : « Savez-vous manier le revolver ? » et, sur la

réponse négative de Grabez, Tankosic aurait dit à Ciganovic : « *Je te donnerai un revolver*, va leur apprendre à tirer. »

Ensuite Ciganovic conduisit Princip et Grabez au champ de tir de la garnison de Topcider et leur donna, dans le bois voisin du champ, une leçon de tir à la cible avec revolver browning. Princip se révéla le meilleur des *deux* tireurs. Ciganovic familiarisa aussi Princip, Grabez et Cabrinovic avec l'usage des bombes, qui lui furent remises plus tard.

Le 27 mai 1914, Ciganovic remit à Princip, Cabrinovic et Grabez — selon leurs aveux concordants — *six* bombes, *quatre* revolvers browning et des quantités suffisantes de munitions ainsi qu'*un* tube de verre contenant du cyanure de potassium, de quoi s'empoisonner après avoir perpétré le crime, afin que le secret fût gardé. En outre Ciganovic leur remit de l'argent.

Dès Pâques, Princip avait informé *Danilo Ilic* de son projet d'attentat. *Lors de son retour à Sarajevo*, il pria celui-ci de recruter quelques autres personnes, qui devaient participer à l'attentat pour en assurer le succès. C'est alors, d'après *son* aveu, que Ilic aurait gagné à la

cause Vaso Cubrilovic, Cetro Popovic et Mehmed Mehemedbasic. »

Avant tout autre commentaire, relevons les incohérences ou même les contradictions de ce texte. Elles sautent aux yeux. On nous dit que les inculpés s'accordent « sur les points essentiels ». Il est au moins singulier qu'on ne nous dise pas sur quels points ils diffèrent, car cela prouve que l'on tient à cacher certaines choses. On ouvre donc par là la voie à une foule de suppositions qui ne peuvent que diminuer notre confiance déjà fortement ébranlée par ce qu'on nous livre. Ne nous dit-on pas, par exemple, de Princip et de Cabrinovic « qu'ils connaissaient » Ciganovic pour, deux lignes plus loin, nous raconter qu'ayant besoin d'armes, « Princip entra donc en relation avec Ciganovic par l'intermédiaire d'un ami intime de ce dernier » ? Mais alors Princip et Cabrinovic ne connaissaient pas Ciganovic sans quoi il n'était pas nécessaire d'un intermédiaire. Qui est, du reste, cet intermédiaire certainement lié avec tous et dont Princip et Cabrinovic devaient savoir le nom ? Le *Livre rouge* nous doit cette présentation d'un témoin important. Il nous doit aussi des renseignements sur la

façon dont Princip qui, *à Pâques*, était à Belgrade fit, *dès Pâques*, part de son projet criminel à Ilic, qui était à Sarajevo, livrant ainsi son secret au hasard des postes autrichiennes et de leur cabinet noir.

Il serait également curieux de savoir comment il se fait que le major Tankosic qui, précédemment, avait mis des revolvers à la disposition de Ciganovic, éprouve, le 24 mai, le besoin de lui dire : « Je te donnerai un revolver ». Tout cela est bien peu clair, mais cette obscurité, qui n'est pas exceptionnelle, est sans doute voulue. Faisons néanmoins comme si nous comprenions, et continuons notre examen en abordant le fond même de l'acte produit par le *Livre rouge.*

La 1re partie de l'Annexe XIII nous a présenté les accusés : Princip, Cabrinovic, Grabez, Cubrilovic et Popovic. Ils sont cinq auxquels s'ajoute Mehmed Mehemedbasic que l'on n'a pu arrêter. Nous sommes surpris de ne pas trouver parmi eux le complice que nous révèle la 2e partie, Danilo Ilic. Il nous semble pourtant que ce dépositaire des secrets de Princip, ce recruteur de la bande, avait sa place au banc des criminels, et que son témoignage

aurait présenté un intérêt capital. S'il n'a pas été arrêté, nous ne comprenons rien à la justice autrichienne. S'il a été arrêté — ce que la dernière phrase (« c'est alors, d'après *son* aveu, que Ilic »... le contexte ne permet pas de juger si *son* se rapporte à Princip ou à Ilic) ce que sa dernière phrase, disons-nous, pourrait laisser supposer, nous ne saisissons pas pourquoi on ne nous rapporte pas son témoignage. C'est sans doute pour la même raison que l'on néglige celui de Popovic. En exposant celui de Cubrilovic (Annexe XI-1), on nous montre pourtant que l'on ne s'en tient pas aux déclarations des seuls assassins. Il est vraisemblablement beaucoup de choses dans les dépositions de Popovic et d'Ilic qu'il ne serait pas bon que l'opinion connût. Il est à présumer qu'il y en a également beaucoup dans celle de Cabrinovic, car on fait à ses aveux une part bien minime.

La 1re partie nous présente Cabrinovic comme ayant la « qualité de premier conjuré » ; la 2e partie cependant nous fait savoir que c'est Princip qui conçut le projet, que c'est Princip qui entra en relation avec Ciganovic, que c'est Princip qui enrôla Grabez, que c'est Princip

qui, en la seule compagnie de Grabez, apprit à tirer du revolver, qu'enfin c'est Princip qui, par l'intermédiaire de Danilo Ilic, trouva les derniers complices. Pourquoi charge-t-on ainsi celui des criminels dont l'arme fut non pas des bombes, mais le revolver ? La seule réponse admissible est, nous semble-t-il, que l'attentat de Cabrinovic a une tout autre cause que le crime de Princip.

Comment, d'ailleurs, expliquer la question des armes ? Le 24 mai, alors que déjà Cabrinovic, Princip et Grabez sont « conjurés », Ciganovic ne donne des leçons de tir qu'aux deux derniers. Pourquoi Cabrinovic est-il exclu de ces exercices ? On ne nous ne le dit pas, bien que le fait soit très important. Il permettrait peut-être de comprendre sur quoi Ciganovic se basait pour distribuer, le 27 mai, des armes aux membres du complot. A cette date la conspiration comprend, en effet, trois exécuteurs, et l'on ne sait encore combien Ilic recrutera de complices. Or, quelles armes ces trois conjurés reçoivent-ils ? Six bombes et quatre revolvers. On conçoit que chacun d'eux ait reçu deux bombes, mais comment se partageront-ils les revolvers ? S'ils en reçoivent

chacun un, il en restera un d'inutile. A moins que Cabrinovic — qui n'a pas appris à tirer — n'en soit pas muni, et il resterait encore à expliquer pourquoi ce Cabrinovic, « premier conjuré », n'a pas la partie aussi belle que ses acolytes, les moyens mis entre ses mains étant moins nombreux. Nous nous demandons enfin de quoi pourront bien être armés les complices qu'Ilic recrutera par la suite, ou, s'ils ne sont pas armés, en quoi a pu consister leur rôle dans l'affaire. Si nous admettons pourtant leur complicité, le *Livre rouge* devrait bien nous dire comment ils ont pu « participer à l'attentat pour en assurer le succès ». Il devrait bien nous dire aussi comment, avec un seul « tube de verre contenant du cyanure de potassium », tous ces gens, qui ne pouvaient agir ensemble et au même endroit, auraient pu s'empoisonner « afin que le secret fût gardé ».

Cette histoire de poison a, d'ailleurs, joué un fort mauvais tour aux diplomates austro-hongrois. Dans une phrase du Mémoire (*Livre rouge*, N° 19) tel qu'il fut communiqué au gouvernement français, il est dit que Ciganovic et Tankosic « apostèrent Zian Kali avec l'indication que les *deux* auteurs, après l'attentat, de-

vaient se tuer ». Il semble, malgré l'obscurité du style, qu'un nouveau complice soit intervenu, chargé d'obliger Cabrinovic et Princip à se suicider à la suite de leur méfait. Eh bien ! on se trompe. Le texte allemand du *Livre rouge* dit simplement : « Sie stellten Ziankali mit der Weisung bei, dass sich die Taeter nach vollbrachten Anschlag damit entleiben », ce qui signifie : « Ils ajoutèrent du cyanure de potassium (Ziankali) pour que, le projet accompli, *les auteurs* se tuent avec. » Cette erreur *officielle* montre, en tout premier lieu, le peu de soin que l'on a apporté à Vienne, à la rédaction d'un document qui devait convaincre le gouvernement français du bien-fondé des accusations contre la Serbie (1). Mais si le traducteur autrichien a pu faire un contresens aussi gros, comment expliquer qu'il ait pu ajouter au texte original un mot aussi important que *deux* et qu'il ait pu, sans raison, faire dire au Mémoire : les *deux* auteurs ? C'est bizarre et compromettant.

L'histoire de Ciganovic n'est ni moins bizarre, ni moins compromettante. C'est un sujet

(1) Cf. Ernest Denis, *La Grande Serbie* (Delagrave, Paris, 1915), p. 286.

austro-hongrois (*Livre bleu serbe,* N° 39), employé comme aspirant à la direction des chemins de fer serbes. Or la diplomatie du Ballplatz ne cesse de le présenter comme un « fonctionnaire d'État serbe ». Lorsque le gouvernement serbe demande, à propos de lui, au gouvernement impérial et royal « de vouloir bien, dans la forme accoutumée, faire connaître le plus tôt possible les présomptions de culpabilité, ainsi que les preuves éventuelles de culpabilité qui ont été recueillies jusqu'à ce jour par l'enquête de Sarajevo, aux fins d'enquêtes ultérieures », le Ballplatz se garde bien de répondre directement. Il le fait indirectement, mais en se trompant d'adresse. C'est en effet à Berlin qu'il envoie ses « observations sur la réponse serbe » et c'est le *Livre blanc* allemand qui les publie (Annexe I^a^). Les voici : « Cette réponse est subtile. Suivant *les recherches que nous avons fait faire trois jours après l'attentat,* Ciganovic, quand on a su qu'il avait pris part au complot, était parti en congé et s'était rendu à Ribari sur l'ordre de la préfecture de police de Belgrade. Il est donc d'abord inexact que Ciganovic eût déjà cessé d'être fonctionnaire de l'État serbe le 15-28 juin. A cela il faut ajouter que

le préfet de police de Belgrade, qui a personnellement favorisé le départ de Ciganovic et qui savait où celui-ci se trouvait, déclarait, dans une interview, qu'il n'existait à Belgrade aucun homme du nom de Milan Ciganovic. » Ainsi donc Vienne a fait faire des recherches à Belgrade trois jours après l'attentat, c'est-à-dire le 1er juillet. Qui a fait ces recherches ? Est-ce la justice serbe ? Nous savons que non. Est-ce quelque agent secret du Ballplatz, quelqu'un de ces confidents dont les informations sont difficilement contrôlables ? Peut-être ; à moins que ce ne soit quelque mouchard comme le gouvernement austro-hongrois en avait tant dans les Balkans. Mais le *Livre rouge* va nous aider à démêler la vérité. Dans un télégramme qu'il adresse, le 23 juillet, au comte Mensdorff, ambassadeur austro-hongrois à Londres, le comte Berchtold écrit (*Livre rouge*, N° 9) : « Un rapport télégraphique de notre ministre de Belgrade nous apprend que le fonctionnaire d'État serbe, Ciganovic, compromis dans l'attentat d'après les témoignages concordants des criminels, se trouvait encore à Belgrade le jour de l'attentat ; mais trois jours plus tard, quand son nom fut cité dans les journaux, il avait

déjà quitté la ville. Nul n'ignore que *le chef de la presse* serbe déclara, lui aussi, que Ciganovic était totalement inconnu à Belgrade. » Le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, le baron Giesl, était absent de son poste le jour de l'attentat et trois jours après : les premiers rapports diplomatiques (N°s 1 et 2) des 29 et 30 juin sont faits par le chevalier de Storck, conseiller de légation et, le 21 juillet (N° 6), le baron Giesl lui-même écrit : « Voici quelque temps que depuis le funeste attentat du 28 juin j'ai rejoint mon poste... » Quand donc a-t-il constaté l'absence ou la présence de Ciganovic ? Quand donc a-t-il télégraphié son rapport ? Ne soyons pas trop curieux et sachons nous contenter de ce qu'on nous donne. Le comte Berchtold lui-même nous prouve qu'il n'a pas, comme il le dit, dans ses observations, *fait faire des recherches*. Elles ont été faites — si toutefois elles furent faites — spontanément. Il est regrettable pourtant que le comte Berchtold ne nous dise pas pourquoi, du 23 au 27 juillet, sa version au sujet de Ciganovic a varié. Le 23 juillet il prétend que Ciganovic a fui Belgrade, de son propre chef sans doute, lorsque les journaux l'ont cité comme compromis dans

l'attentat. Le 27, il assure, sans nous dire sur quels renseignements il se base, que Ciganovic, favorisé par le préfet de police de Belgrade, est parti en congé et s'est rendu à Ribari. Le 23 juillet, c'était le chef de la presse qui déclarait Ciganovic inconnu alors que le 27, c'était le préfet de police lui-même. D'où il résulte que le comte Berchtold, qui se contredit si ouvertement lui-même à quatre jours d'intervalle, est fort mal informé et que, par conséquent, il n'a aucune des « preuves éventuelles » réclamées par le gouvernement serbe.



CHAPITRE IV

PROVENANCE DES BOMBES

S'il n'est pas nettement établi que l'origine du complot soit serbe, peut-être la provenance des armes le démontrera-t-elle. Ecoutons le *Livre rouge* là-dessus. « Lors de la perpétration de l'attentat, *une seule bombe avait été utilisée.* Les cinq autres bombes furent retrouvées plus tard par la police à Sarajevo.

D'après l'avis des experts judiciaires, ces bombes *seraient* des grenades à main, d'origine serbe, faites en fabrique et destinées à un but militaire. Elles sont identiques aux vingt et une bombes qui furent découvertes, en 1913, dans la Save près Brcko, et qui avaient encore

en partie leur emballage d'origine, lequel indiquait d'une façon indubitable qu'elles provenaient de Serbie, du dépôt d'armes de Kragujevac. »

Il s'agit, d'abord, de bien s'entendre sur le nombre des bombes reçues et utilisées par les criminels. *Six* bombes leur ont été données. C'est entendu. N'en ont-ils lancé qu'une ? Le récit officiel communiqué à la presse ([1]) et qu'authentiquait le maréchal Potiorek, nous assure qu'ils se sont servi de *deux*. Il y a mieux. Le chevalier de Storck écrit, le 29 juin, au comte Berchtold (*Livre rouge*, N° 1) : « C'est pourquoi les trois jeunes auteurs de l'attentat de Sarajevo, Princip, Cabrinovic et l'inconnu qui a jeté *des bombes*, paraissent s'être proposé la réédition du drame qui s'est déroulé dans le Kossovopolje. » C'est exactement ce qu'avait dit le maire de Sarajevo. Si Grabez (l'inconnu) a jeté *des* bombes, il en a donc été lancé plus de deux. D'autre part, le 29 juin, le *K. K. Korrespondenz-Bureau* communiquait à la presse austro-hongroise la note suivante, à laquelle s'applique aussi le télégramme du maréchal

---

[1] Voir ce récit, page 32.

Potiorek [1] : « Comme plusieurs émeutes sérieuses ont eu encore lieu aujourd'hui et que *plusieurs bombes ont été lancées,* le gouverneur du pays a proclamé l'état de siège dans la ville et sa banlieue (Sarajevo). » Comment après l'utilisation de tant de bombes, officiellement constatée, a-t-il pu en rester cinq sur les six qui avaient été confiées à Princip, Cabrinovic et Grabez ? La police de Sarajevo a dû, en cette occasion, opérer un miracle digne de la multiplication des pains et nous aimerions savoir quelles bombes « les experts judiciaires » ont examinées.

Pourquoi, aussi, ne nous dit-on pas qui étaient ces experts et ne nous communique-t-on pas leur rapport détaillé ? C'eût été, probablement, dangereux, car le *Livre rouge* n'ose pas lui-même leur faire affirmer que ces bombes *étaient* des grenades à main, d'origine serbe. Il se contente de leur faire dire qu'elles *seraient*

---

(1) La fin du télégramme que nous citons, page 35, était ainsi conçue : « Quant aux événements d'aujourd'hui, nous ajouterons que les manifestations patriotiques des Croates et des musulmans ont été imposantes et qu'elles ont montré la réprobation de tous les esprits pour le terrible attentat, mais elles ont conduit à des émeutes regrettables contre la population serbe. »

de telles grenades. Rien n'est donc démontré par ces experts, aussi a-t-on trouvé autre chose : ces grenades sont semblables à d'autres grenades découvertes en 1913, dans une rivière, et qui portaient encore leur emballage d'origine.

En admettant que des criminels eussent été assez malhabiles pour semer ainsi des pièces à conviction ; en admettant, d'autre part, que l'eau n'ait pas détérioré cet emballage d'origine, il resterait au *Livre rouge*, à prouver que cette découverte de bombes a réellement été faite en 1913. C'est justement ce qu'il ne fait pas, et nous n'avons pas la mentalité de certaines parties de la population austro-hongroise à qui on peut raconter des fables comme celles que, le 4 juillet, le *Budapesti Hirlap* mettait dans la bouche d'un membre de la diète de Bosnie-Herzégovine. « Les traces relevées par l'enquête, disait cette interview, conduisent non seulement au major Pribicevic, mais encore au général Jankovic, président de la *Narodna Odbrana.* Pendant la crise balkanique, au moment de la plus forte tension entre l'Autriche et la Serbie, on trouva vingt bombes dans le lit de la Save, près de Brcko.

Ces bombes étaient emballées dans des papiers officiels de l'arsenal de Kragujevac. L'un de ces papiers portait même la signature du lieutenant Jovanovic. » C'est pourtant cette fable que le *Livre rouge* reproduit et prétend nous faire accroire. Enfin concédons encore ce point et voyons comment a pu s'opérer le transport des criminels et des armes.



CHAPITRE V

TRANSPORT DES TROIS AUTEURS DE L'ATTENTAT ET DES ARMES DE SERBIE EN BOSNIE

Cette histoire de transport est un véritable roman, mais ce n'est que cela. « Ciganovic dit à Cabrinovic, Grabez et Princip qu'ils devaient se rendre à Tuzla en passant par Sabac et Loznica, et s'y adresser à Misko Jovanovic, qui se chargerait des armes. Ils devaient aller tout d'abord à Sabac et se présenter chez le lieutenant des douanes, le major Rade Popovic, pour lequel il leur donna un billet qui fut confié à Princip. Le 28 mai, les trois complices quittaient Belgrade avec leurs

armes. A Sabac, Princip remit à Popovic le billet qu'il avait reçu de Popovic. Le major les mena tous trois au Bureau de la place *et leur délivra un passeport* par lequel on certifiait que l'un d'eux était douanier et les deux autres ses camarades. Le passeport portait aussi le nom du soi-disant douanier, *nom que d'ailleurs il (Princip) avait oublié.* En même temps le major Popovic leur remit un pli fermé à l'adresse du capitaine des douanes à Loznica, *qui s'appelait Pravanovic, Prdanovic ou Predojevic.*

Princip, Cabrinovic et Grabez passèrent la nuit à Sabac et se rendirent le lendemain matin par chemin de fer à Loznica en payant demi-place grâce au passeport que leur avait délivré le major Popovic. A midi, ils arrivèrent à Loznica et remirent au capitaine des douanes de la localité la lettre du major Popovic, qui contenait ces mots : « Tâche de recevoir ces gens et de les amener où tu sais. » Le capitaine leur dit qu'il appellerait de la frontière des hommes et qu'il les confierait tous trois au plus sûr d'entre eux. Là-dessus il téléphona et donna rendez-vous aux trois complices pour le lendemain matin à 7 heures dans son bureau.

Le lendemain, les trois conjurés décidèrent que Cabrinovic, *muni du passeport de Grabez,* prendrait ouvertement la route de Zvornik, mais que Princip et Grabez franchiraient secrètement la frontière. Ce plan fut discuté avec le capitaine des douanes, et il fut arrêté à cette occasion qu'un douanier de Ljesnica, nommé Grbic prendrait Princip et Grabez dans sa karaula, et leur ferait franchir la frontière. Cabrinovic partit à pied pour Banja Koviljaca, dans la direction de Zvornik. Princip et Grabez allèrent avec le douanier Grbic à Ljesnica, où ils déposèrent les bombes et *le revolver* dans une chambre d'hôtel. Grbic put donc voir ces objets. Princip lui-même qualifia leur voyage d'entreprise *mystique.*

Les explications de Grabez furent *pour l'essentiel conformes à celles de Princip...* Grbic et un deuxième douanier conduisirent Princip et Grabez en barque dans une île de la Drina. Arrivé là, Grbic leur recommanda d'attendre un paysan qui devait venir les prendre. Ils passèrent la nuit dans l'île, dans une maisonnette de paysan que leur avait indiquée Grbic. Le lendemain se présenta un paysan, qui les conduisit, pendant la nuit, d'abord à travers

un marécage, et par la montagne jusqu'aux abords de Priboj, où à son tour il les confia à l'instituteur de l'endroit, *Cubrilovic, qui paraissait les avoir attendus* et qui fut prié de les conduire plus loin. Cubrilovic les mena à Tuzla, auprès de Misko Jovanovic. Sur les incidents du voyage, la déposition de Cabrinovic *concorde en général* avec celle de ses deux complices, jusqu'au moment où il se sépara de Princip et de Grabez... A Loznica, Cabrinovic, Princip et Grabez, décidèrent de se séparer, attendu qu'il serait trop dangereux de voyager à trois. Le capitaine des douanes de Loznica, auquel ils firent part de cette résolution, approuva leur plan et donna à Cabrinovic une lettre adressée à M. Jaklojevic, instituteur à Mali-Zvornik. Cabrinovic confia alors à Princip et à Grabez les bombes, *le browning* et les munitions qu'il portait, et, en compagnie d'un douanier qu'on lui avait adjoint, il se rendit à Mali-Zvornik. Il y trouva l'instituteur Jaklojevic, auquel il remit la lettre du capitaine de Loznica. Jaklojevic informa le poste de douane serbe. Cabrinovic étant arrivé ensuite avec l'instituteur à ce poste frontière, il y trouva un homme qui les attendait et qui leur fit tra-

verser la Drina pour les conduire à Grand Zvornik en Bosnie. De là Cabrinovic se dirigea vers Tuzla où il alla trouver Misko Jovanovic. »

Nous avons déjà dit ce qu'il faut penser de ces témoignages qui sont « pour l'essentiel conformes » ou qui « concordent en général », mais peuvent différer en particulier. Nous n'y reviendrons pas. Le récit de ce voyage « mystique », que le comte Berchtold, d'après ce même Princip, qualifie ailleurs de « mystérieux », ne laisse pas d'être fort mystérieux en effet. Que signifie ce passeport donné à trois personnes par un bureau militaire, sur la demande d'un douanier, et qui, tout à coup, devient le passeport de Grabez ? Comment admettre, d'autre part, que Princip, qui a un si bonne mémoire pour une foule de noms et de détails, ait oublié précisément le nom que portait la pièce officielle qui lui servait de sauvegarde ? Ce nom était celui d'un agent des douanes. Il eût été par conséquent facile au juge d'instruction de le retrouver dans un annuaire serbe. Il est fort mystérieux aussi de voir que Princip et Grabez, à Ljesnica, avaient bien *les bombes*, mais qu'ils n'avaient plus que *le* revolver. Qu'étaient devenus les

trois autres, puisque Cabrinovic — qui pourtant n'avait pas appris à tirer — leur avait remis le sien ? Enfin comment se fait-il que Cubrilovic soit mêlé à cette histoire de transport ? N'avons-nous pas lu au § 2 (origine du complot) que Princip, « *lors de son retour à Sarajevo,* pria Ilic de recruter quelques autres personnes » et que « c'est alors que Ilic aurait gagné à la cause Vaso Cubrilovic » ? Puisque ce Cubrilovic n'a été recruté qu'au retour de Princip à Sarajevo, il n'a pu l'aider à passer la frontière pour rentrer dans cette ville ni, partant, faire une déposition comme celle que nous présente le *Livre rouge* à l'Annexe II, 1. Or si ce Cubrilovic n'a pas servi d'intermédiaire et si le *Livre rouge* ment à son égard, qu'est-ce qui nous prouve qu'il ne ment pas au sujet des autres individus mentionnés ?

Il est, d'autre part, une chose qui nous surprend fort. Le *Livre rouge* est d'une confuse prolixité lorsqu'il nous décrit le voyage de Sabac à Tuzla : il nous noie dans les détails, alors qu'il ne nous dit rien de la façon dont les « conjurés » se sont rendus de Belgrade à Sabac. C'est pourtant là une partie du voyage sur laquelle nous aimerious à être

renseignés, car le trajet ne devait pas être facile à parcourir pour des gens chargés de si dangereux projectiles. Comme on peut le voir par la carte ci-contre, trois voies s'offraient aux « auteurs de l'attentat » : la route, la rivière et le chemin de fer. Laquelle ont-ils prise ? La route ? Elle mesure au moins 80 kilomètres. La rivière ? Ce sont au moins 100 kilomètres à parcourir en bateau sous les yeux des gardes de la frontière autrichienne. Le chemin de fer ? Il aurait alors fallu entrer sur le territoire autrichien de Bosnie, y changer deux fois de train et rentrer ensuite en territoire serbe, car il n'y a pas de voie serbe de Belgrade à Sabac. Quelle que soit donc la route suivie par les meurtriers, nous doutons qu'ils aient pu sans péripétie accomplir un si difficile trajet.

Il est intéressant d'ailleurs qu'un jugement postérieur soit venu démentir les données fournies par le *Livre rouge* au sujet du voyage de Sabac à Tuzla. Ce jugement a été rendu le 7 février 1917 en cette même ville de Sarajevo, et probablement par la même cours qui eut à connaître de l'attentat de Princip, Cabrinovic et consorts. Il s'agissait, cette fois,

LA ROUTE SUIVIE PAR LES MEURTRIERS
d'après le *Livre Rouge*

d'un Serbe de Serbie, Rade Banjac, maire de Ljesnica, accusé de complicité dans le meurtre de l'archiduc. L'officiel *K. K. Korrespondenz-Bureau* publia à ce sujet un long communiqué qui prétendait fournir « de nouvelles preuves de la participation des milieux officiels serbes à la tentative de meurtre contre les époux héritiers du trône » [1]. Cette note (*Neue Freie Presse* du 11 février 1917, n° 18848), dit, à propos de ce pauvre Serbe : « Il a été prouvé contre lui qu'*il a donné asile chez lui, à Ljesnica*, aux meurtriers Princip, *Cabrinovic* et Grabez ; qu'il les a accompagnés jusqu'au bord de la Drina et qu'il a facilité leur voyage et leur entrée en Bosnie, bien qu'il eût su que les susdits étaient secrètement envoyés en Bosnie dans un but de haute trahison et qu'ils étaient munis d'armes meurtrières. » Ainsi donc, d'après ce jugement de 1917, ce que le tribunal de Sarajevo prétendait en 1914 se trouve in-

---

[1] Nous avons donné une discussion étendue de ce communiqué dans notre ouvrage : *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*, montrant de quelle façon les bureaux de Vienne altèrent la vérité, allant jusqu'à inventer un Dr Bojislav Belimarkovitch, ancien ministre serbe, qui n'a jamais existé que dans l'imagination des scribes du Ballplatz.

firmé. Cabrinovic ne s'est pas, à Loznica, séparé de ses deux compagnons ; il n'est pas « parti à pied pour Banja Koviljaca, dans la direction de Zvornik. » Il se trouve également que Princip et Grabez ne sont pas allés « avec le douanier Grbic à Ljesnica où ils déposèrent les bombes et le revolver *dans une chambre d'hôtel* ». Ils ont, tous les trois, logé chez le maire de Ljesnica et y ont déposé leurs « armes meurtrières ». Ce n'est pas non plus le douanier Grbic et un paysan anonyme qui les ont aidés à passer la frontière pour se rendre jusqu'à Priboj, c'est Rade Banjac, maire de Ljesnica. On voit que pour les juges de S. M. apostolique, la vérité n'est pas, comme certains l'imaginent, absolument immuable. Elle diffère en 1917 de ce qu'elle était en 1914. Il est vrai que cette vérité austro-hongroise, quelle que soit sa date, porte ailleurs que dans la Monarchie danubienne un autre nom. On l'appelle mensonge.

Si même le mensonge n'était pas si flagrant, il apparaîtrait impossible d'admettre ce romanesque transport de meurtriers et d'armes. Une question vient en effet à l'esprit : que faisaient donc les douaniers autrichiens et la

fameuse police de frontière autrichienne ? Par contre-coup, une autre question se pose : comment des douaniers serbes pouvaient-ils favoriser une telle contrebande en Autriche, puisque ce ne sont pas eux qui ont charge du contrôle ? Le Memorandum adressé en 1907 par les émigrants bosniaques à la deuxième conférence de La Haye, disait, à propos de la façon dont étaient gardées les frontières de la Bosnie : « L'idée nationale et les tendances vers la fusion politique avec les Serbes de Serbie et de Monténégro sont très développées chez le peuple de Bosnie-Herzégovine. C'est ce qui fit peur à l'Autriche-Hongrie. Il fallait à tout prix détruire ces sentiments serbes en isolant la Bosnie-Herzégovine du monde entier et surtout des États voisins. Le gouvernement autrichien n'y manqùa pas. Il s'appliqua de son mieux à cette œuvre : pour entraver la communication des deux côtés, on établit les difficiles formalités nécessaires à l'obtention du passeport ; des sentinelles permanentes, très rapprochées, furent placées le long de la frontière. C'est depuis ctete époque que la Bosnie-Herzégovine est entourée d'un mur chinois. » A l'intérieur même du pays la

circulation est des plus difficiles, car, fait encore remarquer ce Memorandum, « on défend aux indigènes de passer d'un arrondissement à un autre sans autorisation de la police ». Depuis 1907 la tension austro-serbe consécutive à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et aux guerres balkaniques, n'a fait que renforcer ces mesures de sécurité. Il est donc improbable que les criminels de Sarajevo aient pu, sans la complicité des fonctionnaires autrichiens, forcer ce « mur de Chine », et c'est en Autriche même qu'il faudrait chercher alors les instigateurs du complot.

Le *Livre rouge* aura beau produire encore un témoignage anonyme (Annexe VIII, Appendice) sur la « valeur réelle » duquel il ne peut porter aucun jugement, et qu'il annule ainsi ; il aura beau reproduire plus ou moins exactement ou résumer des articles de la presse serbe après l'attentat (Annexe IX), ou bien décrire des tableaux hostiles à la monarchie appendus, paraît-il, au ministère de la guerre serbe (Annexe XI, 2), ses incohérences sont trop apparentes, les invraisemblances de ses récits trop évidentes, et ses mensonges trop flagrants pour convaincre qui que ce soit. Nous restons per-

suadé que si la diplomatie austro-hongroise a présenté si tard le soi-disant résultat de l'enquête unilatérale de Sarajevo, si elle a refusé aux grandes puissances le droit d'examiner les pièces de cette procédure, c'est qu'elle avait peur d'une découverte compromettante. Un examen attentif et impartial conduit, on le voit, à cette conclusion qu'il n'y a pas eu, qu'il ne peut y avoir eu de complot formé entre Cabrinovic, Princip et Grabez ; mais qu'il y a eu une affaire de bombes et une affaire de coups de revolver, tout à fait distinctes et dont il ne faut pas chercher l'origine à Belgrade.



DEUXIÈME PARTIE

LE VRAI COMPLOT

CHAPITRE VI

FRANÇOIS-FERDINAND ET LA SERBIE

Un journaliste généralement bien informé, M. H. W. Steed, directeur de la politique étrangère au *Times*, voit [1] avec raison dans l'attentat de Sarajevo autre chose que l'œuvre néfaste de nationalistes exaltés. Selon lui, la mort de l'archiduc François-Ferdinand serait due, comme beaucoup de crimes commis au-

(1) Articles parus dans l'*Edinburgh Review* d'octobre 1915 et dans le *Nineteenth Century and After* de février 1916.

tour du double trône austro-hongrois des Habsbourgs, à de louches intrigues de Cour, à de basses et cupides jalousies. L'auteur anglais étaye ses conclusions d'intéressantes considérations que nous ne croyons pas cependant d'irréfutables preuves. La froideur que témoigna aux dépouilles de l'Archiduc la camarilla de Vienne, et qu'il note comme symptomatique, ne prouve pas grand'chose. Elle montre seulement que François-Ferdinand n'avait pu regagner les faveurs que son mariage morganatique lui avait fait perdre. Elle montre aussi que le grand-maître des cérémonies de la Cour, le prince de Montenuovo, descendant de Marie-Louise et de Neipperg, en appliquant aux obsèques toutes les rigueurs d'une étroite étiquette, tirait de l'Archiduc, qui l'avait ouvertement détesté, une vengeance posthume et mesquine.

Si donc nous sommes d'accord avec M. Steed sur un point, à savoir que le meurtre est le résultat non d'un complot nationaliste serbe, mais d'une intrigue politique nouée dans les milieux austro-hongrois, nos vues diffèrent totalement sur la cause initiale et, partant, sur les auteurs du crime. Notre conviction,

basée sur une étude approfondie de faits certains et de présomptions graves, est que le complot de Sarajevo a été tramé par celui-là seul qui devait en profiter, mais qui n'en eut pas le loisir puisqu'il en fut la victime, par l'archiduc François-Ferdinand lui-même.

L'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie avait en effet le plus grnad intérêt à ce qu'éclatât une affaire compromettante pour la Serbie. Depuis que son oncle François-Joseph lui avait confié le pouvoir effectif, et surtout laissé la haute main sur l'armée, François-Ferdinand préparait l'Autriche-Hongrie à une guerre. L'ami du fameux Dr Lueger, jadis bourgmestre de Vienne et chef du parti socialiste chrétien, parti purement allemand, le « protecteur » du germanisant *Schulverein* (ligue scolaire allemande) ne songeait, comme tous les Habsbourgs, qu'à s'appuyer en Autriche sur les Allemands et en Hongrie sur les Magyars. Or, le germanisme en Cisleithanie s'effritait sous les coups des Slaves ; et le magyarisme en Transleithanie commençait à subir l'assaut des Serbo-Croates et des Roumains. François-Ferdinand devait, par une guerre anti-slave déchaînée contre la Serbie et, par contre-coup,

contre la Russie, assurer le triomphe de ceux qu'il considérait comme les soutiens naturels de son trône futur.

Il savait, d'autre part, les finances de l'État fortement obérées. Il n'ignorait pas qu'une formidable banqueroute était imminente. La guerre permettrait, en cas de victoire, d'obtenir des indemnités qui boucheraient les trous ; en cas de défaite, elle pourrait servir d'excuse à la ruine financière.

Enfin les ambitions paternelles de François-Ferdinand seraient faciles à réaliser à la suite d'un triomphe. Personne alors ne serait assez puissant pour s'opposer à ce que fussent annulées les promesses faites par l'Archiduc lors de son mariage morganatique. Sa femme pourrait donc être impératrice et reine, et son fils aîné archiduc héritier. « La gloire militaire, écrit le baron Beyens [1], ancien ministre de Belgique à Berlin, le prestige conquis sur les champs de bataille, l'Archiduc en avait besoin pour asseoir sans opposition sa compagne sur le trône impérial et faire de ses enfants les

---

[1] *Revue des Deux-Mondes*, N° du 1er juin 1915, p. 481.

héritiers des Césars. » Ces trois causes expliquent toutes les tentatives belliqueuses — mais avortées — de François-Ferdinand avant 1914, tentatives qui font dire au prince Lichnowski, ancien ambassadeur allemand à Londres, dans son récent mémoire [1], que la politique de l'Autriche « visait à étrangler la Serbie ».

C'est d'abord, en 1908, l'impudente annexion de la Bosnie-Herzégovine. Elle se produit quinze jours après que l'Autriche-Hongrie a promis à la Russie de ne pas modifier la situation dans les Balkans sans la prévenir assez longtemps à l'avance. Elle se produit à l'heure même où l'Allemagne suscite au Maroc l'affaire des déserteurs de Casablanca. La Serbie proteste contre l'action de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. La Russie la soutient. Mais la Triple-Entente prise dans deux affaires, ne peut tenir le coup. Force est donc d'accepter le fait accompli.

En 1912, la Serbie lutte avec ses alliés contre la Turquie pour la libération des Balkans.

---

[1] *Mémoire du prince Lichnowski* publié par le *Journal des Débats* du 24 avril, d'après le texte de la *Münchner Post.*

L'Autriche-Hongrie en profite pour imaginer une affaire scandaleuse. Elle accuse les Serbes d'avoir odieusement mutilé un de ses représentants, le consul Prochaska. La presse reptilienne de Vienne porte au monde entier ses protestations et ses lamentations. Le gouvernement austro-hongrois exige, pour l'insulte qu'il prétend lui avoir été faite, une réparation que la Serbie accepte de fournir pour avoir la paix. Un rapport officiel constate cependant que le consul Prochaska n'a jamais été maltraité. A ce moment-là déjà, l'Autriche mène l'Allemagne. « C'est, dit le prince Lichnowski, le comte Mensdorff qui dirigeait la Triple-Alliance à Londres ; j'étais son « second ». Ma tâche consistait à appuyer ses propositions. A Berlin, c'est le comte Szgöenyi, diplomate habile et expérimenté, qui menait les affaires. Il avait pour refrain : « Alors, il y a *casus fœderis.* » Une fois que je m'étais risqué à mettre en doute la justesse de cette conclusion, je reçus un sérieux avertissement au sujet de mon « austrophobie ».

Pas plus que la machiavélique annexion de la Bosnie-Herzégovine la sournoise provocation Prochaska n'avait donc réussi à amener

une guerre. Cette guerre devenait pourtant plus nécessaire que jamais, car la Serbie venait de s'agrandir considérablement. Elle allait même s'émanciper entièrement, car l'accès à la mer lui était ouvert. Cela ne faisait guère l'affaire de l'Autriche-Hongrie qui s'empressa d'obtenir, par un ultimatum au Monténégro, en mars 1913, l'abandon du port de Scutari et de soulever la question albanaise. Cette fois le *Ballplatz*, s'appuyant sur le droit des nationalités, réclamait l'Albanie pour les Albanais. L'Europe, qui aurait pu, avec plus de raison, réclamer la Bohême pour les Tchèques, la Pologne pour les Polonais, les Italiens du Trentin pour l'Italie et les Roumains de la Transylvanie pour la Roumanie, engagea la Serbie à céder une fois encore.

L'Autriche pourtant, que François-Ferdinand avait mobilisée à grands frais, voulait à toute force trouver dans l'imbroglio balkanique un prétexte à conflit. Elle poussa donc la Bulgarie, ou plutôt le fourbe Ferdinand de Cobourg, à attaquer la Serbie épuisée. C'est alors (mai 1913) que le *Ballplatz* fit savoir à la Roumanie (1) que l'armée autrichienne soutiendrait

(1) Révélations de M. Take Jonesco, ancien ministre roumain.

les armes à la main la mauvaise cause du traître de Sofia. L'Europe semble avoir ignoré cette velléité belliqueuse de la bicéphale monarchie ; ce ne fut donc point elle qui empêcha le conflit général d'éclater. La paix fut due aux agences de désertion établies en Autriche et à la trahison d'un officier du grand État-major, Redl. Les agences enlevèrent à l'armée plus de 200.000 hommes qui, munis de faux papiers, gagnèrent le Canada. Redl, qui, pour éviter un procès dangereux, fut discrètement « suicidé » dans un hôtel de Vienne, avait vendu à la Russie les plans de campagne et empêché la réussite du coup que l'on préparait sur les rives du Danube. L'État-major en fut réduit à rétablir l'équilibre des forces de l'Empire et à dresser de nouveaux plans. Vienne, en effet, ne pouvait se résigner à voir dans les Balkans une Serbie indépendante. « La défaite de la Bulgarie dans la seconde guerre balkanique, la victoire de la Serbie, l'invasion roumaine en Bulgarie, dit le prince Lichnowski, constituaient naturellement pour l'Autriche un échec moral. L'idée de compenser cet échec par une campagne contre la Serbie paraît s'être fait jour à Vienne peu de temps après. »

L'état-major autrichien hâta donc ses préparatifs et, en août 1913, croyant être de nouveau prête à agir, la diplomatie autrichienne préméditait une attaque et cherchait à mettre l'Italie dans son jeu (1). L'Italie s'étant récusée, François-Ferdinand guetta, pour envoyer à la Serbie une nouvelle sommation, quelque événement propice. « Aussi, écrit M. Ernest Denis (2), le 17 octobre (1913), nouvel ultimatum de l'Autriche à la Serbie qui, pour arrêter les incursions des pillards albanais, a été obligée d'occuper quelques points stratégiques : — Qu'elle retire immédiatement ses troupes ; faute de quoi l'Autriche agira aussitôt. — En dépit de l'empressement avec lequel la Serbie satisfait à sa sommation et de la visite de M. Pachitch qui est accouru à Vienne apporter des paroles de conciliation, le comte Berchtold, dans un discours inqualifiable et qui, entre deux États de force sensiblement égales, eût été considéré comme une déclaration de guerre, critique avec une injurieuse acrimonie le traité

(1) Déclarations de M. Giolitti au Parlement italien, 5 décembre 1914.

(2) *La Guerre*, par M. Ernest Denis, professeur à l'Université de (Paris Librairie Delagrave, éditeur), p. 219.

de Bucarest et l'annexion à la Serbie d'une partie de la Macédoine. »

La Serbie, et pour cause, ne releva pas le défi. Il ne fut plus désormais possible à Vienne de trouver un prétexte plausible à la guerre. Le calme le plus parfait régnait dans les Balkans. Seule la créature de la diplomatie danubienne, le royaume d'Albanie, faisait des siennes. Il était difficile pourtant d'accuser les Serbes d'avoir poussé les Albanais à se battre entre eux. La première moitié de 1914 s'écoula donc sans que rien pût donner prise à la malignité des Machiavels de Vienne. Ce calme ne faisait guère l'affaire de François-Ferdinand qui, ayant vu tous ses plans déjoués, n'attendait qu'une occasion. « En fait, écrit encore le prince Lichnowski, il apparaît que depuis le traité de Bucarest, Vienne avait l'intention d'obtenir par ses propres moyens une révision de ce traité et n'attendait manifestement qu'un prétexte favorable. » Puisqu'il ne se présentait pas, il fallait le faire naître. L'archiduc s'y employa de son mieux.



CHAPITRE VII

L'ENTREVUE DE KONOPISCHT

Pour réussir, il fallait d'abord que François-Ferdinand prît l'avis de son puissant voisin et allié, Guillaume II, et s'assurât de sa collaboration pleine et entière. Il était certain, en effet, que soulever un conflit avec la Serbie c'était amener des complications graves. La Russie se dresserait forcément pour défendre sa protégée. La France, à son tour, serait entraînée par le jeu des alliances. François-Ferdinand ne pouvait risquer la partie sans en avoir sérieusement réglé les détails. Une politesse en vaut une autre, et l'Allemagne ne refuserait certainement pas de prêter la main au « brillant

second » de l'affaire du Maroc. Elle refuserait d'autant moins que le concours de l'Allemagne était assuré depuis les premières tentatives de 1908 et que le mauvais coup, s'il était bien exécuté, permettrait à Guillaume II de réaliser enfin son projet de *Weltpolitik*, son rêve de domination universelle. « Bien entendu, assure le prince Lichnowski en parlant du gouvernement de Berlin, les hommes d'État viennois pouvaient compter sur notre concours. Ils le savaient, car on leur avait reproché plus d'une fois d'être trop « mous ». On insistait même, à Berlin, pour que l'Autriche « se réhabilitât ».

Mais, pour bien préparer cette « réhabilitation », il fallait de la discrétion. François-Ferdinand en mit. Il imagina donc d'inviter le kaiser à une partie de chasse qui aurait lieu au château de Konopischt, près de Prague. Afin de donner le change, il lança dans la presse viennoise, du 2 juin 1914, l'information suivante :

Visites de monarques a Konopischt. — L'empereur d'Allemagne *et le roi de Suède* feront ce mois-ci, à Konopischt, une visite de quelques jours à l'héritier du trône d'Autriche, François-Ferdinand. L'empereur d'Allemagne Guillaume II y viendra le 12 juin et y restera jusqu'au lendemain soir. *Le roi de Suède Gustave est attendu à Konopischt en même temps que l'empereur d'Allemagne.*

Il serait curieux de savoir aujourd'hui si réellement le roi de Suède a été invité à cette partie de chasse et, si oui, pour quelle raison il n'y est pas venu. Quoi qu'il en soit, cette note était fort habile. Elle tendait à enlever à l'entrevue de Konopischt tout caractère politique. Comment, en effet, les deux alliés auraient-ils pu s'entretenir de leurs affaires politiques en présence d'un tiers ? Le public était donc prévenu que la rencontre serait une simple visite de politesse, et rien de plus.

Nous ne savons pas très exactement ce qu'elle fut, cette visite, mais ce que nous savons, c'est qu'elle fut autre chose que ce qu'on voulait faire croire. Bien habile sera le diplomate qui nous démontrera que l'étiquette des Cours exige que, dans de telles circonstances, l'hôte et son invité soient accompagnés de leurs grands amiraux. Il sera plus habile encore s'il nous explique pourquoi la politesse exigeait que, dès le départ de Guillaume II, François-Ferdinand fît appeler le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères. Tout cela nous ferait peut-être comprendre le sens de la rencontre à Carlsbad, quelques jours après, des

chefs d'État-major d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie (1).

Il est certain que l'entrevue de Konopischt avait un tout autre but que celui d'échanger des politesses et de mettre à mal le gibier des parcs archiducaux. Nous croyons donc que son seul objet était justement de trouver le prétexte d'une guerre qui manquait en 1914, et de minutieusement régler la marche diplomatique et militaire de toute cette entreprise belliqueuse. Le pacte établissant « les buts de la guerre », comme on dit en Allemagne, était depuis longtemps conclu, non pas seulement entre Guillaume II et François-Ferdinand, mais encore avec les chefs du parti Jeune-Turc (2) et Ferdinand, roi de Bulgarie. Les

---

(1) Cela nous éclairerait peut-être aussi sur le sens d'une information apportée par la *Liberté* du 21 avril et par *la France de Bordeaux* du 22 avril 1916. Selon cette information venue de Bucarest, le Dr Kramar, député tchèque condamné à mort par la Cour de Vienne pour crime de haute trahison, ayant été interrogé par le président du tribunal sur le but d'un voyage qu'il fit à Belgrade en juin 1914, répondit qu'il ne pourrait parler que si la haute personnalité gouvernementale (Berchtold) qui l'avait envoyé le déliait du serment qu'il avait fait de ne rien dire.

(2) Une mission turque avait été, à grands frais, reçue

renseignements que nous tenons de diverses sources austro-hongroises, corroborés par la simple logique des faits, nous permettent d'assurer que le pacte ne visait point, au contraire, à diminuer ou à affaiblir l'Empire des Habsbourgs. Le *Pesti Naplo* du 29 juin 1914, ne faisait que résumer cette opinion, courante dans la presse austro-hongroise, lorsqu'il disait que François-Ferdinand « voulait consolider et renforcer la monarchie par une guerre ».

Mais ne fait pas la guerre qui veut. Bismarck a montré à ses successeurs qu'il faut une habileté consommée et une intelligente hypocrisie pour déclarer une guerre et avoir pour soi l'opinion publique. Or l'Allemagne, qui savait fort bien ce qu'on pensait d'elle, de ses ambitions pangermaniques, de ses formidables armements et des discours à « la poudre sèche » de son Kaiser, tenait avant tout à ce que le monde crût que la guerre lui était imposée par la force même des choses. Le mieux sembla donc de mettre en scène un acte d'une gravité exceptionnelle, qui révoltât toutes les consciences

---

en Autriche et en Allemagne à la fin de 1913. Elle avait, disait-on, un but commercial et visita plusieurs grandes villes ; mais sait-on quel était son but réel ?

et parût à tous une provocation directe, provocation qui méritât un châtiment à main armée.

Il s'agissait d'abord de s'assurer le concours de la douteuse Italie. Elle n'était liée à l'Autriche et à l'Allemagne que par un traité d'alliance défensive : en attaquant, on se l'aliénait — ce dont on s'était déjà aperçu. Si, au contraire, on pouvait être attaqué ou tout au moins provoqué comme il convient, la Triple-Alliance subsistait, puissante et invincible.

Il y avait encore une opinion à ménager en Europe, celle de l'Angleterre. Les Anglais sont fort susceptibles. Le développement de la flotte allemande les avait justement alarmés. On leur fit d'abord, aussi bien du côté allemand que du côté autrichien, de nombreuses amabilités dans l'espoir d'annihiler le rapprochement franco-anglais. Guillaume II visite l'Angleterre en 1908. En 1913, von Tirpitz annonce au Reichstag que les armements maritimes de l'Allemagne ne dépasseront pas la proportion suggérée par M. Winston Churchill, ministre de la marine anglaise. En cette même année 1913 François-Ferdinand allait à son tour faire visite au roi d'Angleterre. La récente expérience du Maroc avait nettement établi que le gou-

vernement britannique ne laisserait pas se régler sans lui les questions coloniales. On avait vu, par contre, lors des derniers froissements européens, que la question austro-balkanique semblait n'intéresser que médiocrement l'Angleterre. « Sir Ed. Grey n'a cessé de répéter que l'opinion publique ne comprendrait pas n'admettrait pas une guerre qui aurait pour cause l'affaire serbe, et qu'il n'interviendrait pas, tant que les cabinets de Vienne et de Belgrade seraient seuls en cause ([1]). »

Il semblait même, au contraire, que le gouvernement britannique n'eût pas changé d'avis depuis qu'au congrès de Berlin (1878) lord Salisbury prétendait « qu'il ne fallait pas penser annexer la Bosnie-Herzégovine aux principautés voisines et de même race, étant donné le danger qui résulterait de la fusion de plusieurs États slaves dans la Péninsule balkanique. »

François-Ferdinand et Guillaume II en conclurent que c'était à la Serbie qu'il fallait s'en prendre, et ils songèrent à agir en conséquence.

On était ainsi, semble-t-il, engagé dans la

([1]) E. DENIS, *ouvrage cité*, p. 19.

bonne voie : on localisait le conflit ; on dégageait la responsabilité de l'Allemagne et de l'Autriche et on leur assurait une facile victoire. L'Archiduc n'avait plus qu'à rechercher dans les récentes archives, ou mieux dans sa mémoire, pour trouver un bon moyen de faire peser sur la Serbie la responsabilité dont on se déchargeait. Il suffisait à François-Ferdinand de se rappeler l'affaire Nastitch ourdie en 1907, par le baron d'Æhrenthal et destinée à désunir le Monténégro et la Serbie. « Le prince Georges de Serbie, encouragé par le ministre de Russie, aurait voulu, affirmait-on, faire sauter le palais où se trouvaient le prince Nicolas, son grand-père, et sa propre sœur, la princesse Hélène [1]. » Le prétendu complot avait été découvert grâce aux aveux de Nastitch, fils d'un mouchard austro-hongrois, à la solde lui-même du ban de Croatie, et qui soutenait avoir reçu les bombes à l'arsenal de Kragujevac. Malgré tous les efforts, l'affaire n'avait pas eu alors le résultat désiré. Elle était conçue pourtant selon un procédé cher aux collaborateurs des Habsbourgs, et qui, habile-

(1 E. Denis, *ouvrage cité*, p. 12.

ment mis en œuvre, ne pouvait manquer de porter des fruits. On trouverait facilement, car l'Autriche-Hongrie en regorge, des mouchards et des agents provocateurs prêts à exécuter la besogne et à témoigner, le cas échéant, que cette tâche leur avait été commandée par le gouvernement serbe. Les nombreux procès anti-slaves dont est pleine l'histoire de la double monarchie prouvent que les gouvernants austro-hongrois sont passés maîtres dans l'art de fomenter de faux complots.

François-Ferdinand et Guillaume II ont donc consacré les deux jours de chasse dans les solitudes de Konopischt à mettre au point le plan à suivre pour que : 1° la Serbie parût incontestablement la provocatrice ; 2° les diplomaties allemandes et autrichiennes agissent immédiatement et de concert ; 3° les armées d'Autriche et d'Allemagne fussent prêtes au moment voulu. Il fut décidé que des manœuvres auraient lieu en plein pays de nationalité serbe, en Bosnie-Herzégovine ; que l'Archiduc, chef suprême des armées austro-hongroises, irait, le 26 juin, y présider en personne et inspecter les troupes ; que le 28 de ce même mois, au jour où les Serbes, aussi bien d'Autriche-Hon-

grie que de Serbie, fêtent le *Vidov dan*, anniversaire de la bataille de Kossovo, François-Ferdinand visiterait la ville de Sarajevo et que, à cette occasion, éclaterait l'affaire qui devait mettre le feu aux poudres.

Le but agressif de ce voyage archiducal en Bosnie-Herzégovine apparaissait d'autant mieux que les journaux allemands de toute l'Autriche-Hongrie ne se cachaient pas pour l'avouer. « Nos soldats, écrivait par exemple le *Budapester Tagblatt* du 27 juin en parlant des manœuvres, doivent acquérir l'habitude et les avantages naturels que possèdent les Serbes, et surtout les Monténégrins, comme soldats de montagnes. Dès que nos soldats connaîtront le terrain et les habitudes *de l'ennemi*, les avantages que celui-ci en retire disparaîtront. » L'organe officieux de François-Ferdinand, la *Reichspost*, de Vienne, avouait ingénument — ou peut-être astucieusement — que cette parade militaire constituait « une menace pour au-delà de la frontière ».



CHAPITRE VIII

L'ATTENTAT

Le jour de départ de l'Archiduc approchait. Tout était préparé pour le coup projeté. Il faut croire pourtant que la préparation n'avait pas été faite avec la plus grande circonspection, car, du côté serbe, on avait surpris certains mouvements suspects. Le *Neues Pester Journal* et, après lui, toute la presse, annonçait le 29 juin un fait que le prouve. D'après ce journal, M. Jovanovitch, ministre de Serbie à Vienne, s'était, quelques jours avant l'attentat de Sarajevo — huit jours, précisent d'autres feuilles, — présenté au Ballplatz. Ayant constaté des mouvements inquié-

tants, déclara-t-il, le gouvernement serbe conseillait que, pour sa sécurité, l'Archiduc n'accomplît pas son voyage. Le ministre des Affaires étrangères prit acte de cet avertissement et le fit connaître à François-Ferdinand, mais celui-ci prétendit avoir de bonnes raisons pour diriger en personne les manœuvres de Bosnie ; d'autre part, les préparatifs du voyage étaient si avancés qu'il ne pouvait y renoncer sans provoquer des commentaires. Cette information passa entre les mains de la sévère censure autrichienne qui n'y trouva rien à redire. Elle se contenta, dans le *Vidensky Dennik*, journal tchèque de Vienne, du 1er juillet 1914, que nous avons sous les yeux, de supprimer une ligne qui ne change rien au sens. Une dépêche de l'*Agence des Balkans*, datée de Belgrade 26 juin, corrobore d'ailleurs le fait que le complot était connu. Ce télégramme annonçait que la police de Mostar avait arrêté un voyageur suspect et parlait de la découverte par les autorités bosniaques d'un complot tramé contre la vie de l'archiduc héritier. Enfin le 3 juillet on lisait dans le journal hongrois *Az Est* : « L'étudiant serbe Jean Grecar a fait à la direction de la police une déposition rela-

tive au complot serbe et a déclaré que, *deux semaines auparavant* (donc vers le 20 juin, — note de l'auteur), il avait informé le gouvernement bosniaque que cet attentat se préparait. Personne ne l'avait cru. Au lieu de prendre des mesures de précaution, on avait arrêté Grecar. » Cette nouvelle de l'*Az Est* ne fut pas plus censurée ni démentie que les précédentes, bien qu'on la trouve reproduite dans une bonne partie des journaux austro-hongrois.

On pourrait croire que, connaissant le danger qui le menace, François-Ferdinand, au moment où il part, a pris des mesures en conséquence. Il n'en est cependant rien. Il refuse absolument de se faire garder par la police. « Le voyage en Bosnie de l'archiduc-héritier, écrit l'officieux *Fremdenblatt* après l'attentat, était une affaire exclusivement militaire. L'exclusivisme allait si loin que le voyage ne fut pas même annoncé par un seul mot au ministère bosniaque (ministre commun des finances). Tous les préparatifs en ont été exécutés par les autorités militaires. C'est à elles qu'incombaient également les mesures de sécurité que l'on prend habituellement lors du déplacement de hautes personnalités. » Dans le discours qu'il

prononça le 9 juillet 1914 à la Chambre hongroise, en réponse à une interpellation, le comte Tisza, ministre, confident de François-Ferdinand, s'exprima en des termes à peu près identiques : « L'archiduc-héritier, dit-il, considérait son voyage en Bosnie comme une inspection militaire, de sorte que ni l'un ni l'autre des gouvernements n'en fut informé. Le ministre commun des finances lui-même ne reçut aucune communication relative au programme et aux détails du voyage de l'archiduc-héritier. » François-Ferdinand, chef suprême des autorités militaires, prévenu d'une conspiration, n'a donc pas jugé à propos d'assurer sa sauvegarde ni celle de sa femme. Il faut nécessairement en conclure ou bien que l'héritier du trône des Habsbourgs était d'une impardonnable légèreté en jouant ainsi sa vie ; ou bien qu'il savait à quoi s'en tenir sur le peu de danger du complot qui se préparait.

L'importance de l'entrevue de Konopischt et les menaces proférées contre la Serbie par la presse militariste qu'il inspirait montrent surabondamment que François-Ferdinand n'était point assez léger pour compromettre les beaux projets qu'il mûrissait depuis si longtemps. La

deuxième hypothèse apparaît par conséquent comme la seule admissible. L'Archiduc ne craignait pas la conspiration qui le menaçait. Il semble même qu'il voulait que rien, et surtout la police, n'y pût mettre obstacle.

Si nous en jugeons par les récits officiels transmis à la presse par le *K. K. Korrespondenz-Bureau* (1), le drame put en effet se dérouler sans entraves. La première relation est du 28 juin, jour même de l'attentat. Elle comprend deux dépêches ainsi conçues : « Sarajevo, 28 juin. — L'archiduc-héritier François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg ont été, au moment où ils quittaient l'hôtel-de-ville, grièvement blessés de plusieurs coups de revolver par un lycéen originaire de Grahovo. » C'était, comme on le voit, assez vague. Le second télégramme fut lancé le même jour. Il était plus précis : « Lorsque ce matin l'archiduc François-Ferdinand se rendait avec sa femme, la duchesse de Hohenberg, à la réception de

(1) *Bureau impérial-royal de correspondance*, agence de presse dépendant du gouvernement austro-hongrois et à laquelle se rattache en Hongrie le *Hungarische Telegr. und Korrespondenz-Bureau* dont nous aurons l'occasion de parler plus loin.

l'hôtel-de-ville, il fut lancé contre l'automobile. *une bombe que l'archiduc repoussa du bras.* Lorsque l'automobile fut passée, la bombe éclata. Le comte Boos-Waldeck et le lieutenant-colonel Merizzi, aide de camp de l'Archiduc, qui se trouvaient dans la voiture suivante, furent légèrement blessés. Parmi le public vingt personnes furent plus ou moins grièvement blessées. Le meurtrier est un typographe de Trebinié nommé Cabrinovic. Il a été arrêté immédiatement. Après une brillante réception à l'hôtel de ville, l'Archiduc et sa femme continuèrent leur promenade. Un lycéen de huitième année nommé Princip, originaire de Grahovo, tira sur l'automobile de l'Archiduc *plusieurs coups de browning.* L'Archiduc fut atteint au visage ; la duchesse de Hohenberg fut blessée au ventre. L'Archiduc et la duchesse furent conduits au konak où ils succombèrent à leurs blessures. Le second meurtrier, Gavrilo Princip, étudiant de 19 ans, natif de Grahovo (district de Livno) a été également arrêté. La foule exaspérée faillit lyncher les deux meurtriers. »

Le lendemain un nouveau récit était lancé, plus explicite, mais différant sur plusieurs

points du précédent. « En premier lieu, dit ce récit « authentique » ([1]), sur le quai Appel, du trottoir de droite fut lancé vers l'automobile de l'Archiduc *un petit projectile à détonation faible, qui passa derrière le dos de la duchesse. Peu après tomba une bombe qui éclata lorsque arrivait la deuxième automobile.* Dans la voiture de l'Archiduc, on ne savait absolument pas ce qui était arrivé. Lorsque les automobiles de la suite s'arrêtèrent et que les personnes qui y étaient furent descendues, la voiture de l'Archiduc s'arrêta à son tour, et on rendit compte de l'événement à l'Archiduc. Arrivée à l'hôtel de ville, Son Altesse impériale et royale exprima au maire l'indignation que lui causait cet attentat. La réception fut brillante... Au départ de l'hôtel de ville, l'Archiduc, malgré les instants conseils du chef du gouvernement (le maréchal Potiorek), voulut absolument continuer sa promenade pour aller rendre visite au lieutenant-colonel Merizzi, à l'hôpital de la garnison.... Au détour de la rue François-Joseph, l'automobile dut ralentir sa marche. *Deux coups de revolver furent alors tirés.* Le chef

([1]) Voir la note publiée par le *Neues Wiener Tagblatt* et que nous donnons plus haut, p. 35.

du gouvernement eut tout d'abord l'impression qu'encore une fois aucun malheur ne s'était produit, car l'Archiduc et la duchesse continuèrent à rester assis tout droits dans l'automobile. »

Nous avons *souligné* les détails qui, dans ces relations officielles, diffèrent essentiellement et qui prouvent, à tout le moins, que les témoignages ont, d'un jour à l'autre, sensiblement varié. L'un de ces témoignages est particulièrement intéressant. C'est celui de Mme Dimovic, femme du vice-président de la Diète de Bosnie, personne par conséquent digne de foi. Il fut rapporté par la presse autrichienne à la date du 30 juin.

Je regardais par la fenêtre de mon appartement du second étage, avec une amie, dit cette dame. *Toute la rue était déserte*, car le soleil était brûlant. Tout à coup nous aperçûmes deux jeunes gens se livrant à une conversation animée. L'un portait un fez, l'autre une casquette. Tous deux montèrent sur le bord du trottoir. Je dis à mon amie : « Penchons-nous, les voici. »

L'automobile arriva, aussi ne fîmes-nous plus attention aux jeunes gens. Soudain je vois l'archiduchesse (*sic*) se lever puis se rasseoir. Je dis alors à mon amie : « Quelque chose est arrivé. » Lorsque l'automobile fut passée, j'aperçus à terre une petite boîte assez semblable à une lanterne de poche et d'où montait de la fumée. A ce moment je vois l'homme au fez s'enfuir. Il fut arrêté

plus tard. L'homme à la casquette se jeta dans la rivière. Je me penchai à la fenêtre. A ce même instant une détonation retentit. Je ressentis alors une douleur au visage et je retombai dans la chambre. On s'aperçut plus tard que j'avais le tympan brisé et que j'étais légèrement blessée au-dessus de l'œil. »

Il ressort de ce récit d'un témoin oculaire qu'il fut lancé deux sortes de bombes, la première, petite et inoffensive, *semblable à une lanterne de poche*, destinée à l'Archiduc ; la seconde, plus grosse, à détonation puissante, devait donner à l'attentat une apparence de gravité [1]. Il en résulte que le mémoire adressé par le gouvernement austro-hongrois, le 23 juillet 1914, comme complément à l'ultimatum à la Serbie, est mensonger lorsqu'il affirme que « les bombes étaient des grenades à main provenant du dépôt de munitions de l'armée serbe à Kragujevac. » Ce témoignage nous apprend en outre que, si l'endroit où devait passer le cortège avait été tant soit peu surveillé, les deux meurtriers eussent été incapables d'accomplir leur forfait puisque la rue était absolument déserte.

[1] La déposition du maréchal Potiorek analysée dans l'ouvrage de propagande autrichienne (*Sérajévo*, Wyss, éditeur, Berne, 1917, p. 111), confirme les assertions de Mme Dimovic à ce sujet.

Mais nous savons que François-Ferdinand avait refusé tout service policier. Nous savons aussi qu'après son départ de l'hôtel de ville des mesures d'ordre et de sécurité plus sérieuses ne furent pas prises. La presse austro-hongroise fut unanime à le constater. Le comte Tisza, dans le discours déjà cité, l'avouait implicitement lorsqu'il disait : « Je dois constater que la population de Sarajevo, qui en grande partie remplissait les rues, acclama l'archiduc-héritier avec enthousiasme. Après l'échec du premier attentat l'impression était à son comble, si bien *qu'il était impossible de faire chasser la foule par la police. Il n'est naturellement venu à personne l'idée qu'après le premier attentat, plusieurs autres criminels étaient à l'affût.* » Chat échaudé craint l'eau froide, dit le proverbe. Il paraît que François-Ferdinand l'ignorait, ou plutôt la tragi-comédie devait n'avoir qu'un acte. Le procès-verbal de la déposition du maréchal Potiorek en fournit la preuve. « Lorsque la visite à l'hôtel de ville fut terminée, l'Archiduc dit au témoin qu'*il s'était attendu à ce qui venait d'arriver* (1). » Ce premier

(1) *Séréjévo, op. cit.*, p. 111.

acte achevé, le danger était donc *naturellement* passé, et il ne pouvait venir à personne l'idée que quelqu'un pût songer à y ajouter un dénouement mélodramatique.

Reconnaissons pourtant que quelque chose fut changé au programme des visites archiducales. Un haut fonctionnaire de la Cour autrichienne, qui faisait partie de la suite de François-Ferdinand, fit en effet à la presse les déclarations suivantes :

Après le discours de réception du maire, l'Archiduc devait, selon le programme, se rendre au nouveau musée régional en passant par le quai Appel, le boulevard François-Joseph, les rues Rodolphe, Ferhadiju, Cemalusu et Hisetu. Cet ordre fut changé. L'Archiduc voulait visiter à l'hôpital l'aide de camp Merizzi blessé — et pendant le parcours Princip exécuta son attentat à coups de revolver... et même si cet attentat n'avait pas réussi, il (François-Ferdinand) n'aurait pas échappé à la mort... Cela ressort du fait que *Princip a commis son crime à un endroit où, selon le programme, les automobiles ne devaient pas même se montrer* (1).

Cette déclaration émane d'une agence officieuse. Elle fut reproduite par une foule de journaux austro-hongrois soumis à une censure

---

(1) Cf. *Sérajévo, op. cit.*, pp. 16 et 112.

des plus sévères. Jamais elle n'a été démentie par aucune des personnes de la suite de l'Archiduc. Nous pouvons donc la considérer comme authentique et, comme telle, en faire état. Elle est grosse de conséquences. Elle montre qu'il faut séparer l'acte de Cabrinovic, le lanceur de bombes, du crime de Princip.



CHAPITRE IX

LES MEURTRIERS

Non seulement Princip ne se sert pas de la même arme que Cabrinovic, mais encore il commet son crime à un endroit où le cortège ne devait pas passer. Il en résulte donc que le hasard seul l'a mis sur la voie que devait suivre l'Archiduc. Nationaliste fanatique, il en a profité pour débarrasser sa nation de celui qu'elle considérait comme un de ses oppresseurs, et qu'un complot raté, dont on parlait déjà par toute la ville, n'avait pu faire disparaître [1]. Il a tué avec l'arme qu'il portait sur lui, un

[1] Dans un ouvrage intitulé : *Ungarns Rolle im Weltkrieg* (Lausanne, 1917), ultérieurement traduit en fran-

revolver, car chacun sait que dans tous les Balkans les gens sortent souvent armés. Si nous en croyons les récits fantastiques publiés par la presse austro-hongroise et transmis même par le *K. K. Korrespondenz-Bureau*, il est extraordinaire que Princip se soit servi d'autre chose que de bombes. Il paraît, en effet, que l'on a trouvé partout des machines infernales destinées à tuer les époux archiducaux. A Sarajevo on en découvrait sous la table du banquet déjà préparé, et jusque dans la cheminée de la salle. A Bystrik, où devait se rendre François-Ferdinand, une bombe était disposée dans les branches d'un arbre ; d'autres étaient placées tout le long de la ligne de chemin de fer. A Ilidze enfin on en aurait trouvé sept cachées chez une vieille femme. Le *mémoire sur les résultats de l'enquête de Sarajevo* qui complète l'ultimatum à la Serbie, va moins

çais (Payot et Cie, Paris, 1917), M. Gottfried Beck prétend que Princip aurait commis son crime à l'instigation des autorités magyares de Budapest. Il appuie cette hypothèse sur le témoignage d'un Croate nommé Rudolf Bartulitch qui fut quelque temps employé dans les services de police secrète et d'espionnage du gouvernement austro-hongrois. Nous ne savons jusqu'à quel point ce témoignage, que ne corrobore aucun document, mérite créance.

loin. Il prétend que six bombes auraient été données à Belgrade aux auteurs de l'attentat. Princip n'avait donc pas besoin de se servir d'un revolver dont l'effet était au moins douteux, puisque deux bombes seulement avaient été utilisées sur les six que l'enquête autrichienne connaît. Le *mémoire* prétend aussi, il est vrai, que le revolver, ainsi que trois autres, provenait également de Serbie. L'idée semble puérile. La douane autrichienne se montre fort pointilleuse — nous en avons personnellement eu la preuve en plusieurs occasions — au sujet de l'entrée des armes sur le territoire austro-hongrois. C'était donc se compromettre gratuitement que d'en passer en contrebande, alors qu'il était si simple d'acheter les brownings en question chez n'importe quel armurier de l'Empire. L'argent eût été plus facile à passer que les armes. Il y a donc tout lieu de supposer que le meurtre commis par Princip est le fait spontané d'un nationaliste surexcité d'abord par la provocation que constituait la visite de François-Ferdinand à Sarajevo en un jour où les Serbes commémoraient la perte de leur indépendance ; ensuite par l'impression causée par le premier attentat.

Quant à Cabrinovic, plusieurs faits prouvent que sa tentative avait une autre cause. En tout premier lieu son origine même. Cabrinovic était le fils d'un mouchard de la police de Sarajevo. On est donc porté, non sans raison, à croire que, fils de mouchard comme le Nastitch des affaires de Cettigné et de Zagreb (Agram), il a pu jouer un rôle semblable. D'autre part Cabrinovic séjourna à Belgrade, tout comme Princip, c'est vrai. Le gouvernement austro-hongrois prétend que c'est alors qu'ils auraient été l'un et l'autre engagés et instruits en vue du complot. Pourtant, dans un communiqué du 29 juin 1914, le *K. K. Korrespondenz-Bureau* avait déclaré que « tous deux quittèrent la Serbie parce qu'ils n'y avaient pas trouvé, bien que se donnant pour des Serbes enthousiastes, l'accueil qu'ils espéraient ». Une information du journal *Balkan*, en date du 1er juillet 1914, reproduite en Autriche-Hongrie, complète cette note officielle et l'éclaire. « Le meurtrier Cabrinovic, y est-il dit, fut, quelques semaines avant l'attentat, expulsé par la police de Belgrade parce qu'il n'avait pas de papiers, mais *le consulat austro-hongrois protesta par écrit et se porta garant de lui.* » Cette nouvelle ne fut ni

arrêtée par la censure ni démentie par le ministre des Affaires étrangères, ce qui n'aurait pas manqué si elle eût été fausse. Nous pouvons donc en conclure que Cabrinovic était à Belgrade pour quelque mission utile au gouvernement austro-hongrois et que les agents consulaires avaient intérêt à favoriser. Ne fallait-il pas, en effet, qu'il fût prouvé que l'instrument du complot avait séjourné dans la capitale de la Serbie où il avait pu être en relation avec les agents du gouvernement serbe ?

La défense de Cabrinovic et celle de Princip devant la cour de Sarajevo sont caractéristiques. Le premier soutient la thèse autrichienne. Selon lui, « l'idée de tuer l'archiduc François-Ferdinand n'a pas été une inspiration spontanée des accusés ; elle leur a été suggérée par le milieu dans lequel ils vivaient à Belgrade, Princip, Grabez et lui (1). » L'homme aux bombes assure d'autre part « qu'il prend toute la responsabilité de ses actes et qu'il emportera dans la tombe le secret de sa détermination (2). » Cabrinovic, on le voit, joue

(1) *Sérajévo, op. cit.*, p. 146.
(2) *Ibid.*, p. 82.

jusqu'au bout le rôle qui lui a été assigné. Princip, qui, dès le début, — les communiqués du *K. K. Korrespondenz-Bureau* nous l'ont appris — avait affirmé n'avoir jamais eu de rapports avec ses co-accusés, continue à l'affirmer dans sa défense. Il « déclare que l'idée de l'attentat est venue de lui et que c'est pour cela qu'il l'a exécuté [1]. »

---

[1] *Ibid.*, p. 147.



CHAPITRE X

LE PROCÈS ET SES SUITES

La justice autrichienne nous a habitués à bien des iniquités. Il n'en est pourtant pas de plus troublante que celle du procès de Sarajevo. Dès le 29 juin, le maire de Sarajevo, le *Fremdenblatt* (officieux), le chevalier von Storck, etc., assurent que les « auteurs criminels » ont avoué que leur attentat est dû à l'instigation de Belgrade. Aucune demande d'enquête n'est pourtant adressée à la Serbie avant l'ultimatum du 23 juillet. La guerre ayant été déclarée par l'Autriche-Hongrie, le 27 juillet, aucune recherche ne put être faite à Belgrade, aucun témoin n'y put être entendu.

Néanmoins, le 12 octobre, s'ouvraient à Sarajevo les débats du procès. Comment avait été menée l'instruction ? Nous ne nous chargeons pas de le dire. Comment fut conduit le procès ? Mystère : les débats eurent lieu à huis clos. Sur quels attendus les juges basèrent-ils leur sentence ? Les publications officielles et officieuses sont muettes à ce sujet. Il serait pourtant intéressant de savoir pourquoi : 1° le « premier conjuré », Cabrinovic, son complice Grabez et le meurtrier Princip n'encoururent que 20 ans de réclusion pour « crime de haute trahison » ; 2° furent condamnés à mort : Ilic, Cubrilovic, Kerovic, Jovanovic et Milovic, dont « le résultat de l'enquête » exposé par le *Livre rouge* ne parle que comme de comparses ou même dont il ne parle pas du tout ? Une foule d'autres gens, d'ailleurs, furent également condamnés à des peines très sévères, mais gens dont le *Livre rouge* ne cite même pas le nom, tels Cvjetko Popovic, Lazar Gjurki, Ivo Kranjcevic, etc. Il s'agissait probablement de se débarrasser de gens qui en savaient trop long sur toute cette mystérieuse affaire.

La Providence, aidée par les bourreaux de S. M. apostolique, semble, en effet, s'être

efforcée de faire disparaître tous ceux qui connaissaient les dessous de l'affaire des bombes. Le 3 février 1915, Ilic, Cubrilovic et Jovanovic étaient pendus. Un an après, la *Vossische Zeitung* (25 janvier 1916) annonçait la mort de Cabrinovic, emporté par la tuberculose. Un mois plus tard, Grabez disparaissait à son tour. De son côté, le maréchal Potiorek, vaincu en Serbie, était accusé de folie et interné. Le 2 février 1917 les journaux suisses annonçaient, d'après la *Neue Freie Presse*, que Edmund Gerde, préfet de police de Sarajevo, venait d'être arrêté sous prétexte de malversations. Le 7 août 1917, le journal *Venkov*, de Prague, empruntait à l'*Arbeiter Zeitung*, de Vienne, des renseignements intéressants sur le régime des condamnés. « Ils ont d'abord été écroués à la prison bosniaque de Zenica. Lorsque la Bosnie fut envahie et que les environs de Zenica étaient menacés, les condamnés du procès de Sarajevo furent transférés dans les prisons militaires autrichiennes. Six, parmi lesquels les principaux coupables, Princip et Cabrinovic, furent internés à Theresienstadt ; les cinq autres, à Mœllersdorf. A Mœllersdorf, ils furent mis au secret le plus absolu. Jusqu'à la

réouverture du Parlement (30 mai 1917), il ne leur fut permis de recevoir aucune visite, pas même de leurs plus proches parents. Un jour, le frère de l'un d'eux vint de Bosnie à Mœllersdorf. Il dut s'en retourner sans avoir vu son frère. Ce régime est en contradiction formelle avec les lois et règlements relatifs aux prisons (*Dienstbuch, D* 6 d'août 1914), qui indiquent que tout détenu a le droit de recevoir des visites une fois tous les deux mois pendant le premier tiers de sa peine ; une fois toutes les six semaines, pendant le second tiers et une fois tous les mois pendant le dernier tiers. Par suite de l'insuffisance d'alimentation, et du régime cellulaire, trois sur six des détenus sont morts (Les Kerovic, père et fils, et Nedovic ou plus exactement Milovic). Un quatrième, Popovic, est à l'hôpital de la prison comme tuberculeux. Plusieurs fois les détenus ont demandé la cessation de leur régime cellulaire. Ce fut en vain. Les six condamnés internés à Theresienstadt n'y étaient pas mieux. Trois d'entre eux, Cabrinovic, Grabez et Dulcic sont morts ; trois survivent encore. Parmi ces derniers, Princip ne prolongera guère son existence. Il est atteint de tuberculose osseuse et, il y a

quelque temps, a subi une opération à l'hôpital militaire de Theresienstadt. Le régime du secret a été, il y a quelques jours, aboli à Theresienstadt. A Mœllersdorf, bien qu'un ordre ministériel ait également aboli ce régime, Popovic et Cubrilovic, collègien [1], sont encore en cellule et tenus au secret absolu. »

On a appris depuis que la plupart des survivants sont morts les uns après les autres. Il est bon de noter, néanmoins, que Princip a été soumis à un régime tout différent de celui des autres. Il a, on le voit, été relevé du secret alors que ses co-accusés continuaient à rester isolés. D'autre part, dépeint par le *K. K. Korrespondenz-Bureau*, le 1er juillet 1914, comme ayant « les yeux caves et l'apparence d'un jeune homme tuberculeux », il a survécu à tous les condamnés dont la santé semble n'avoir pourtant inspiré aucune crainte aux rédacteurs de l'agence officielle. Il est vrai que les services sanitaires autrichiens ont fait l'impossible pour sauver sa précieuse personne. La *Hrvatska Drzava*, de Zagreb, du 20 février 1918,

---

(1) Frère du condamné à mort. Le *Livre Rouge* ne mentionne qu'un seul Cubrilovic, Vaso. Nous avons vu qu'il ne détermine pas son rôle.

nous apprenait que Princip venait de subir une nouvelle opération : on l'avait amputé d'un bras. Il n'échappa cependant pas à la mort. Le 30 avril 1918, les journaux de Vienne annonçaient, en effet, son décès. Il n'en reste pas moins que tous les soins dont on entoura le véritable meurtrier des époux archiducaux, alors qu'on laissa les autres condamnés mourir d'inanition, ont quelque chose de suspect. Ne s'agissait-il pas, en effet, après avoir fait disparaître tous ceux qui connaissaient les véritables instigateurs du complot des bombes, de conserver au monde, comme un témoin précieux, ce Princip qui avait tué par fanatisme national et pourrait, le cas échéant, être la preuve vivante que l'idée d'une grande Yougoslavie — l'idée de la *Narodna Odbrana* — avait présidé au meurtre ?

Le crime de Sarajevo, à en juger par tous les documents officiels publiés jusqu'à ce jour, se divise nettement en deux affaires distinctes : l'affaire des bombes et l'attentat à coups de revolver. Il faut nécessairement séparer les deux affaires comme ayant des causes différentes. Les coups de revolver ont été tirés par un nationaliste exalté, surexcité par la provo-

cation que constituait la visite archiducale en un jour aussi solennel pour les Yougoslaves, et par l'exaspération causée par les bombes de Cabrinovic. Le crime de Princip, commis à un endroit où le cortège ne devait pas passer, ne se rattache en rien à celui de Cabrinovic.

L'affaire des bombes est, au contraire, le résultat d'un complot. Qui l'a organisé ? Qui a poussé Cabrinovic, fils d'un mouchard autrichien, à lancer ses bombes ? Evidemment celui ou ceux à qui le crime devait profiter ? Or la Serbie ne pouvait avoir aucun intérêt à une affaire de ce genre, susceptible d'amener un conflit où, elle en avait l'amère expérience, l'Europe ne la soutiendrait pas. Epuisée par deux guerres, elle avait besoin de repos pour organiser ses conquêtes et se refaire. Elle ne pouvait donc songer, comme l'en accuse l'ultimatum, à des « mouvements subversifs » contre l'Autriche-Hongrie, sa puissante et incommode voisine. Elle y songeait si peu qu'au moment où les événements se produisent, elle est en pleine période électorale. M. Pachitch, président du Conseil, voyage en province et Putnik, chef de l'État-major, est aux eaux de Gleichenberg, en Autriche même. Cela

prouve, à notre avis, une conscience tranquille. Celle de l'archiduc François-Ferdinand l'est moins au moment où il arrive à Sarajevo. Les actes et les menées de la presse qu'il inspire montrent que, depuis qu'il détient le pouvoir, il prépare une guerre qui lui permettra d'assurer le triomphe compromis des Allemands et des Magyars, soutiens de son trône futur ; de remettre de l'ordre dans les finances de l'Empire ou d'en masquer la déconfiture ; enfin, de faire oublier ses promesses et de permettre à ses enfants de lui succéder. En 1914, tout prétexte manquant, il fallait en créer un qui assurât le concours de l'Italie et la neutralité de l'Angleterre. François-Ferdinand avait donc le plus grand intérêt à ce que fût organisé un complot qui, semblant tramé à Belgrade, pût faire de la Serbie une provocatrice.

Mais peut-être dira-t-on que François-Ferdinand disparu, son projet sombrait avec lui. Guillaume II ne s'est-il pas écrié en apprenant la mort de son acolyte : « Tout est à recommencer ! » (1) On oublie sans doute que tous

(1) Ces paroles ont été rapportées par le baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin. De son côté, le prince Lichnowski écrit dans son mémoire :

les complices que l'Archiduc avait mis à la tête du gouvernement et de l'armée, les Berchtold, les Tisza, les Forgach, les Conrad von Hœtzendorf, y étaient toujours et qu'ils continuèrent son œuvre.

Un article publié par M. Edgar von Schmidt-Pauli dans le *Berliner Tagblatt* du 30 avril 1918 suffirait à lever tous les doutes à cet égard. M. von Schmidt, contant ses souvenirs personnels sur le prince Louis Windischgraetz, qui venait d'entrer dans le cabinet Wekerle, écrit :

« C'est dans son château de Sarospatok, où naquit sainte Elisabeth de Thuringe et où Rakoczy forma ses plans héroïques, *que la guerre mondiale commença pour moi.*

» En effet, le 28 juin 1914, pendant le repas, un serviteur entra précipitamment, apportant la nouvelle de l'assassinat de l'archiduc Ferdinand.

« A la fin de juin 1914, je me rendis à Kiel, sur l'ordre du souverain... A bord du *Meteor*, nous apprîmes la mort de l'archiduc héritier. Sa Majesté déplora que tous les efforts qu'elle avait faits pour gagner à ses idées ce haut personnage fussent ainsi rendus inutiles. J'ignore si le plan d'action politique contre la Serbie avait déjà été arrêté à Konopischt. »

» Aussitôt le prince, très troublé (*erschüttert*), s'écria :

» — *C'est la guerre !* »

Ne voyons-nous pas, le lendemain même de l'attentat, le *K. K. Korrespondenz-Bureau* accuser la Serbie ? « Les milieux dirigeants, affirme-t-il, sont convaincus que l'accomplissement de telles attaques par des sujets bosniaques eût été absolument impossible si depuis longtemps et par des moyens que connaissent bien les populations orthodoxes loyales, l'étranger n'y avait poussé par une propagande acharnée. » La *Reichspost* du 30 juin est plus explicite encore : « Il faut, prône-t-elle, écraser les vipères qui, là-bas, rampent autour de nous dans les milieux politiques de la Serbie radicale, dans les clubs et dans les écoles. » La lutte reprenait juste au point où l'Archiduc l'avait laissée. Pendant quelques jours pourtant la campagne qu'on amorçait ainsi cessa. Le vieux François-Joseph, qui n'était pas au courant, y contribua sans doute. Il est certain, en tous cas, qu'elle fut entravée. La *Neue Freie Presse* du 3 juillet 1914 en donne une preuve :

Le *Hungarische Telegr. und Korrespondenz-Bureau*, écrit-elle, a adressé hier de Sarajevo l'information suivante : « D'après les résultats actuels de l'enquête, il « est sans aucun doute établi que l'attentat est le ré- « sultat d'un complot. Outre les deux meurtriers, une « foule de jeunes gens ont été arrêtés. Il est démontré « que, tout comme les meurtriers, ils avaient été sou- « doyés par la *Narodna Odbrana* de Belgrade, pourvus « de bombes et de brownings et qu'ils avaient accepté « leur rôle. »

Tard dans la nuit ce même bureau officiel demandait à tous les journaux de ne pas insérer l'information qu'il avait envoyée l'après-midi. Il publiait en même temps le communiqué suivant : « On nous informe de milieux compétents que l'enquête au sujet de l'attentat de Sarajevo se poursuit dans le secret le plus absolu... »

Notons en passant que les termes de l'information officielle hongroise se retrouvent presque mot pour mot dans l'ultimatum du 23 juillet [1]. Disons aussi que la réserve imposée à la presse de la double monarchie ne dura guère. Le 4 juillet 1914, en effet, les libraires de Vienne exposaient dans leurs étalages le dernier nu-

---

[1] L'ultimatum dit en effet : « Il résulte des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin que le meurtre de Sarajevo a été tramé à Belgrade, que les armes et explosifs dont les meurtriers se trouvaient être munis leur ont été donnés par des officiers et fonctionnaires serbes faisant partie de la *Narodna Odbrana...* »

méro de la fameuse *Danzer's Armeezeitung* dont ils avaient souligné au crayon rouge les passages les plus violents. Une diatribe, qui rappelait, du reste, ce qu'écrivait la *Reichspost* du 30 juin, frappait par sa véhémente insolence : « Chiens, disait-elle, vous saviez que François-Ferdinand vous aurait appris à respecter l'Autriche ; chiens, vous saviez que François-Ferdinand était depuis longtemps, même sous le régime actuel, un facteur prépondérant ; chiens, vous saviez qu'il était pénétré de l'esprit militaire et de la puissance de l'armée ; c'est pourquoi vous l'avez abattu. Nous, soldats, ne connaissons qu'une vengeance : écraser du pied les serpents qui sifflent là-bas. Dans les pays annexés, un poing solide doit séparer le bon grain de l'ivraie. Tous ceux qui ne sont pas loyaux doivent être chicanés jusqu'au sang ; il faut chasser ces chiens à l'étranger... Ce n'est pas si difficile. Appelez-nous, nous soldats, pour cela ! Il faut tout de suite régler le compte de la Serbie, foyer moral de l'attentat ! » Il est à noter que le *Livre rouge austro-hongrois* qui, dans son Annexe N° 9, reproduit ou résume, comme un grief contre la Serbie, divers articles de journaux serbes,

n'en a pu trouver d'aussi intolérables. Or la rigoureuse censure autrichienne laissa faire et laissa passer non seulement ces lignes brutales de la *Danzer's Armeezeitung*, mais bien d'autres encore. Il faut croire que l'impotent vieillard qui présidait aux mauvaises destinées de l'Autriche-Hongrie avait été vite circonvenu par les complices de François-Ferdinand, devenus ceux de Guillaume II. La drame de Sarajevo, même tragique, put donc servir à ses fins, provoquer un ultimatum dès longtemps conçu et amener la guerre voulue et préparée par l'Archiduc défunt.



INDEX ALPHABÉTIQUE

P

R

S



TABLE DES MATIÈRES



Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Bussière.

